



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N° 68 – 2025

PUBLIÉ LE 8 JUILLET 2025

Consultable sur le site de la préfecture du Haut-Rhin à l'adresse :

<https://www.haut-rhin.gouv.fr/publications/Recueil-des-actes-administratifs>  
publication : [pref-recueil-actes-administratifs@haut-rhin.gouv.fr](mailto:pref-recueil-actes-administratifs@haut-rhin.gouv.fr)

# Sommaire

## PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

### Cabinet du préfet

Arrêté n°2025-184-02 du 3 juillet 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n°BDSC 2023-291-02 du 18 octobre 2023 fixant la liste des campings exposés à des risques naturels et technologiques prévisibles et son annexe **4**

Arrêté n°BSI-2025-188-05 du 7 juillet 2025 autorisant la surveillance sur la voie publique à Saint-Louis **14**

Arrêté n°BSR-2025-188-01 du 7 juillet 2025 autorisant la manifestation sportive motorisée intitulée « 34ème Course de côte de Motos Anciennes du Gaschney à Muhlbach sur Munster » le samedi 12 juillet 2025 et le dimanche 13 juillet 2025 **17**

Arrêté BSI n°2025-189-01 du 8 juillet 2025 instaurant un périmètre de protection visant à sécuriser l'événement des *Oasis de l'été* à Colmar **23**

Arrêté n°BSI-2025-189-02 du 8 juillet 2025 réglementant temporairement l'achat, la vente, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs dans le département du Haut-Rhin **27**

Arrêté BSI n°2025-189-03 du 8 juillet 2025 autorisant la surveillance sur la voie publique à Colmar **30**

### Direction de l'immigration, de la citoyenneté et de la légalité

Arrêté du 7 juillet 2025 modifiant l'arrêté du 12 septembre 2018 portant sur la désaffectation de l'actuel presbytère de la commune d'Oderen et le transfert du titre de presbytère vers une nouvelle salle communale **33**

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté préfectoral n°2025-CeA68-050 du 8 juillet 2025 portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental -Hors agglomération - Travaux localisés de réhabilitation de chaussée - Autoroute A36 - Chantier DOLLER entre les échangeurs de Pfstatt (n°17) et de Mulhouse centre (n°19) (dans le sens Allemagne vers Belfort) **35**

Arrêté préfectoral n°2025-CeA68-054 du 8 juillet 2025 portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental - Hors agglomération - Travaux de remplacement d'une potence de signalisation - Autoroute A36 - Chantier Potence P674 secteur Croix de la Hardt **41**

Arrêté préfectoral n°2025-CeA68-055 du 8 juillet 2025 modificatif portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental - Hors agglomération Travaux d'aménagement sur le secteur de Saint-Louis (Projet 5A3F) - Autoroute A35 **45**

Arrêté préfectoral n°2025-CeA68-057 du 8 juillet 2025 portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental - Hors agglomération - Autoroute A35 - Échangeur du Ladhof (n°24) - Livraison d'une passerelle dans la bretelle Mulhouse vers Colmar  
52

Récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau – projet SNCF – Entretien ouvrage hydraulique sur la commune de Guémar  
56

Arrêté n°2025-13-BRULS du 8 juillet 2025 portant délégation de signature  
62

Reconnaissance d'antériorité du 8 juillet 2025 au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement concernant un étang sur la commune de Montreux-Jeune  
64

Décision n°2025-14-BCA du 8 juillet 2025 de délégation de signature du délégué de l'Agence dans le département à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs concernant la délivrance de l'agrément aux opérateurs chargés de la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat  
67

Décision n°2025-15-BCA du 8 juillet 2025 de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature du délégué de l'Agence à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs  
69

## **DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU HAUT-RHIN**

Arrêté du 4 juillet 2025 portant délégation de signature en matière d'évaluations domaniales, d'assiette et de recouvrement de produits domaniaux  
72

## **DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**

Décision 2025/4 du 4 juillet 2025 du directeur régional à Mulhouse portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Metz dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide  
74



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

DIRECTION DES SÉCURITÉS

BUREAU DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ CIVILE

**Arrêté n° 2025 – 184 – 02 du 03 juillet 2025  
modifiant l'arrêté préfectoral n° BDSC 2023-291-02 du 18 octobre 2023  
fixant la liste des campings exposés à des risques naturels et technologiques prévisibles**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2 ; R 125-15 à 22, R 563-4 et D 563-8-1 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 443-2 et L 443-3 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025, portant nomination de M. Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025,

VU le décret du 14 février 2025, publié au J.O. du 15 février 2025, portant nomination de M. Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 3 mars 2025,

VU l'arrêté préfectoral n° BDSC-2023-291-02 du 18 octobre 2023 fixant la liste des campings exposés à des risques naturels et technologiques prévisibles ;

Considérant la réouverture du camping « Natur'Camp » le 15 avril 2025 dans la commune de GEISHOUSE ;

Considérant l'avis de la direction départementale des territoires en date du 7 avril 2025 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin,

**ARRETE :**

**Article 1 :** L'annexe de l'arrêté n° BDSC-2023-292-02 du 18 octobre 2023 fixant la liste des campings exposés à des risques naturels et technologiques prévisibles, est remplacée par la nouvelle annexe jointe au présent arrêté.

**Article 2 :** À l'exception des modifications apportées par l'article 1 du présent arrêté précité, les autres dispositions de l'arrêté n° BDSC-2023-292-02 du 18 octobre 2023 demeurent inchangées.

**Article 3 :** Le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le sous-préfet de l'arrondissement de Thann-Guebwiller et le maire de la commune de Geishouse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin et affiché en mairie.

À Colmar, le 03 juillet 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet,

**SIGNE Thomas DIMICHELE**

#### **Délais et voies de recours**

- 1- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit :
- par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet/BDSC - 7, rue Bruat, BP 10489 68020 COLMAR CEDEX.
  - par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires juridiques - Place Beauvau - 75800 PARIS.

Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit, être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à le faire réviser doivent y être joints.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté.

En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- 2- Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le Tribunal Administratif - 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX.

Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).

**Liste des terrains de camping et de caravanning autorisés dans le Haut-Rhin et  
exposés à des risques naturels et technologiques prévisibles  
liste modifiée en 2025**

Annexe à l'arrêté préfectoral n° BDSC-2025- ~~184-02~~

CAMPINGS	RISQUES
<b>ALTKIRCH</b> camping "les Acacias" route de Hirtzbach 68130 ALTKIRCH	<b>risques naturels :</b> - sismique (zone 4 : sismicité moyenne) - mouvements de terrain (PPRN MVT- risque fort) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)
<b>BANTZENHEIM</b> camping « Béhé » 25 rue de Bâle 68490 BANTZENHEIM	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risques technologiques :</b> - industriel (PPI Boréalis Pec Rhin - PPI Alsachimie/Butachimie) et (PPRT Rhodia opérations, Butachimie et Boréalis Pec-Rhin- zone Bleue) - rupture de barrage (digue du Rhin) - transport de matières dangereuses (route et voie navigable)
<b>BENDORF</b> camping "Les Hêtres" rue du Cimetière 68480 BENDORF	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 4 : sismicité moyenne)
<b>BERGHEIM</b> aire naturelle du Tempelhof 1 rue de Thannenkirch 68750 BERGHEIM	<b>risques naturels :</b> - sismique ( zone 3 : sismicité modérée) - mouvements de terrain (PPRN MVT – risque faible)
<b>BIESHEIM</b> camping de l'Ile du Rhin Ile du Rhin 68600 BIESHEIM	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risques technologiques :</b> - rupture de barrage (digue du Rhin) - transport de matières dangereuses (route et voie navigable)
<b>BURNHAUPT-LE-HAUT</b> camping "les Castors" 4 route de Guewenheim 68520 BURNHAUPT-LE-HAUT	<b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (AZI vallée de la Doller, aléa débordement niveau fort) <b>risques technologiques :</b> - transport de matières dangereuses (route)

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- industriel (PPI Tronox / Vynova-PPC)</li> <li>- rupture de barrage (barrage de Michelbach)</li> </ul>
<p><b>CERNAY</b> camping « les Cigognes » 16 rue René Guibert 68700 CERNAY</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> <li>- inondation (PPRI de la Thur), rupture de digue (incluse dans le PPRI)</li> </ul> <p><b>risques technologiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transport de matières dangereuses (route)</li> <li>- industriel (PPI Bima 83 - PPI Corteva Agriscience – PPI Tronox / Vynova-PPC)</li> <li>- rupture de barrage (lac de Kruth-Wildenstein)</li> </ul>
<p><b>COURTAVON</b> camping du Plan d'eau 68480 COURTAVON</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 4 : sismicité moyenne)</li> </ul>
<p><b>EGUISHEIM</b> camping des "Trois châteaux" 10 rue du Bassin 68420 EGUISHHEIM</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> </ul>
<p><b>FRELAND</b> camping "les Verts bois » 3 rue de la Fonderie 68240 FRELAND</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> </ul>
<p><b>GEISHOUSE</b> camping « Natur'Camp » 17 Grand Rue 68690 GEISHOUSE</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> <li>- coulées d'eau boueuse</li> </ul>
<p><b>GEISWASSER</b> camping "à l'Orée du bois" 5 rue du Bouleau 68600 GEISWASSER</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> </ul> <p><b>risques technologiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rupture de barrage (digue du Rhin)</li> <li>- transport de matières dangereuses (voie navigable)</li> </ul>
<p><b>GUEWENHEIM</b> camping « la Doller » rue du Commandant Charpy 68116 GUEWENHEIM</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> <li>- inondation (AZI vallée de la Doller, aléa débordement niveaux moyen et fort)</li> </ul> <p><b>risques technologiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- industriel (PPI Tronox / Vynova-PPC)</li> <li>- rupture de barrage (lac d'Alfeld)</li> </ul>

<p><b>GUNSBACH</b> camping « Beau rivage » 8 rue des Champs 68140 GUNSBACH</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique ( zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de la Fecht, aléa débordement de crue, niveaux fort et faible) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)</p>
<p><b>HEIMSBRUNN</b> camping "la Chaumière 62 rue de Galfingue 68990 HEIMSBRUNN</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - coulées d'eau boueuse</p>
<p><b>HORBOURG-WIHR</b> camping de l'III 1 allée du Camping 68180 HORBOURG-WIHR</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique ( zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de l'III, aléa débordement de crue niveau fort - aléa remontée de nappe et rupture de digue) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>ISSENHEIM</b> camping « le Florival » route de Soultz 68500 ISSENHEIM</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique ( zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrage-de la Lauch)</p>
<p><b>KAYSERSBERG VIGNOLE</b> camping municipal rue des Acacias 68240 KAYSERSBERG</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (AZI bassin de la Weiss, aléa rupture de digue niveau faible) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>KEMBS</b> camping du Canal rue Paul Bader 68680 KEMBS</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 4 : sismicité moyenne) - inondation (AZI intensité non déterminée) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (voie fluviale)</p>
<p><b>KRUTH</b> camping du Schlossberg rue de Bourbach 68820 KRUTH</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (lac de Kruth-Wildenstein)</p>
<p><b>LABAROCHE</b> camping "les deux Honack" 542 Giragoutte 68910 LABAROCHE</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)</p>



<p><b>LAPOUTROIE</b> point accueil jeunes « la Tanière » lieu-dit Ribeaugoutte 68640 LAPOUTROIE</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>LAUTENBACH-ZELL</b> Camping « Vert Vallon » 51 Grand Rue 68610 LAUTENBACH-ZELL</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)</p>
<p><b>LIEPVRE</b> camping du "Haut-Koenigsbourg" route de la Vancelle 68660 LIEPVRE</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - glissements de terrain semi-profonds, aléa très faible (PAC Val d'Argent) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>LUCELLE</b> camping "les Bouleaux" lieu-dit « Nouvelle Ferme » 68480 LUCELLE</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 4 : sismicité moyenne) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>LUTTENBACH-PRES-MUNSTER</b> camping « les Amis de la nature » 4 rue du Château 68140 LUTTENBACH-PRES-MUNSTER</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de la Fecht, aléa débordement de crue niveaux fort et faible) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)</p>
<p><b>MASEVAUX-NIEDERBRUCK</b> camping municipal 3 rue du stade 68290 MASEVAUX-NIEDERBRUCK</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risques technologiques :</b> - industriel (PPI Tronox / Vynova-PPC) - rupture de barrage (lac d'Alfeld) - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>METZERAL</b> parc résidentiel de loisirs « auberge et chalets de la Wormsa » lieu-dit « Steinabruck » 68380 METZERAL</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - aléa chute de blocs de niveau faible, partiellement <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)</p>

<p><b>MITTLACH</b> camping du Langenwasen lieu-dit « Langenwasen » 68380 MITTLACH</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - aléa chute de blocs de niveau faible, moyen et fort, en grande partie</p>
<p><b>MOOSCH</b> camping de la mine d'Argent rue de la mine d'Argent 68690 MOOSCH</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)</p>
<p><b>MULHOUSE</b> camping de l'III 1 rue Pierre de Coubertin 68200 MULHOUSE</p> <p><i>Obs : le camping est situé sur le territoire de Mulhouse et de Brunstatt-Didenheim. L'entrée du camping et la majorité des emplacements sont situés sur le ban communal de Mulhouse.</i></p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de l'III, aléa débordement de crue, niveau faible) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>MUNSTER</b> camping du «Parc de la Fecht » route de Gunsbach 68140 MUNSTER</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de la Fecht, en partie aléa débordement de crue, niveau fort) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)</p>
<p><b>NEUF-BRISACH</b> camping "Vauban" entrée porte de Bâle 68600 NEUF-BRISACH</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>ODEREN</b> camping de la Wagga Chemin du Wegacker Zone industrielle 68830 ODEREN</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (lac de Kruth-Wildenstein)</p>
<p><b>ORBEY</b> camping "Lefébure" lieu-dit "la Camme" 68370 ORBEY</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - risque potentiel de coulées d'eau boueuse, niveau faible</p>

<p><b>ORBEY</b> camping "les Moraines" 236c route des lacs - Pairis 68370 ORBEY</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - risque potentiel de coulées d'eau boueuse, niveau faible</p>
<p><b>ORBEY</b> aire naturelle « Chèvremont » 68370 ORBEY</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - risque potentiel de coulées d'eau boueuse, niveau faible</p>
<p><b>OSENBACH</b> camping « Sport et Nature Spirit » 31 rue du stade 68570 OSENBACH</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)</p>
<p><b>RANSPACH</b> camping "les Bouleaux" 8 rue des Bouleaux 68470 RANSPACH</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses (route)</p>
<p><b>REGUISHEIM</b> camping de « l'Ilfeld » (situé dans une réserve naturelle boisée)</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de l'III - aléa débordement niveau fort) - inondation, remontée de nappe (PAC bassin potassique – aléa fort)</p>
<p><b>RIBEAUVILLÉ</b> camping des «Trois châteaux » route de Sainte-Marie-aux-Mines 68150 RIBEAUVILLÉ</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - mouvements de terrain (PPR mouvements de terrain et sur-risque sismique de Ribeauvillé - risque faible) - aléa chutes de blocs risques faible et moyen (étude en cours) - risque potentiel de coulées d'eau boueuse, aléas faible et moyen</p>
<p><b>RIBEAUVILLÉ</b> camping « Pierre de Coubertin » 23 rue de Landau 68150 RIBEAUVILLÉ</p>	<p><b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)</p>
<p><b>RIQUEWIHR</b> camping de Riquewihl 1 route des Vins 68340 RIQUEWIHR</p>	<p><b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - risque potentiel de coulées d'eau boueuse, aléa moyen - inondation - aléa débordement de crue (PAC Bassin versant du Sembach)</p>

<p><b>ROMBACH-LE-FRANC</b> camping "les Bouleaux" route de la Hingrie 68660 ROMBACH- LE-FRANC</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> <li>- glissements de terrain superficiels, aléa très faible (PAC mouvements de terrain du Val d'Argent)</li> <li>- glissements de terrain semi profonds , aléa très faible (PAC mouvements de terrain du Val d'Argent)</li> </ul>
<p><b>ROUFFACH</b> camping municipal 4 rue de la Piscine 68250 ROUFFACH</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> </ul> <p><b>risque technologique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transport de matières dangereuses (route)</li> </ul>
<p><b>SAINTE-CROIX-EN-PLAINE</b> camping "Suzel" route de Herrlisheim 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> <li>- inondation (PPRI du bassin versant de la Lauch, aléa remontée de nappe)</li> </ul>
<p><b>SAINTE-MARIE-AUX-MINES</b> camping "les reflets du Val d'argent" 20 rue d'Untergrombach 68160 SAINTE-MARIE-AUX-MINES</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> <li>- chute de blocs, aléas faible et modéré (très légèrement concerné) (PAC mouvements de terrain du Val d'Argent)</li> <li>- glissements de terrain superficiels, aléas très faible, faible et moyen (PAC mouvements de terrain du Val d'Argent)</li> <li>- glissements de terrain semi profonds, aléa très faible (PAC mouvements de terrain du Val d'Argent)</li> </ul>
<p><b>SAUSHEIM</b> camping "le Safary" 35 rue de la Forêt Noire 68390 SAUSHEIM</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> </ul> <p><b>risque technologique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transport de matières dangereuses (route, voie navigable)</li> </ul>
<p><b>SEPPOIS-LE-BAS</b> camping "les Lupins" 1 rue de la Gare 68580 SEPPOIS-LE-BAS</p>	<p><b>risques naturels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 4 : sismicité moyenne)</li> <li>- mouvement de terrain (PPRN mouvements de terrain de la vallée de la Largue et du Traubach, risque moyen)</li> </ul>
<p><b>SOULTZBACH-LES-BAINS</b> camping « les 4 saisons » route de Wasserbourg 68230 SOULTZBACH-LES-BAINS</p>	<p><b>risque naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sismique (zone 3 : sismicité modérée)</li> </ul>

<b>SOULTZEREN</b> camping « la Schildmatt » Schildmatt 68140 SOULTZEREN	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)
<b>TURCKHEIM</b> camping "le Médiéval" 5 quai de la Gare 68230 TURCKHEIM	<b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de la Fecht, aléa rupture de digue niveau faible) <b>risques technologiques :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)
<b>URBÈS</b> camping municipal Benelux-Bâle 68121 URBÈS	<b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation : PPRI de la Thur (niveau d'aléa fort zone inondable par débordement en cas de crue centennale) <b>risque technologique :</b> - transport de matières dangereuses
<b>WATTWILLER</b> camping "Huttopia" route des Crêtes 68700 WATTWILLER	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - industriel (PPI Bima 83 - PPI Tronox / Vynova-PPC)
<b>WIHR-AU-VAL</b> camping "la route Verte" 13 rue de la Gare 68230 WIHR-AU-VAL	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)
<b>WIHR-AU-VAL</b> aire naturelle du Moulin 2 rue de la Gare 68230 WIHR-AU-VAL	<b>risques naturels :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée) - inondation (PPRI de la Fecht, une petite partie en zone inondable aléa débordement de crue niveau fort) <b>risque technologique :</b> - rupture de barrage (barrages du bassin versant de la Fecht)
<b>WINTZENHEIM</b> Marc Kempf 19 rue du Muhlbach, Logelbach 68290 WINTZENHEIM	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)
<b>WUENHEIM</b> camping "la Sapinière" route du Col Amic 68360 WUENHEIM	<b>risque naturel :</b> - sismique (zone 3 : sismicité modérée)



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cabinet du préfet  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure

**Arrêté n° BSI-2025-188-05 du 07/07/2025  
autorisant la surveillance sur la voie publique à Saint Louis**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 611-1 et suivants ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

**VU** le décret du 12 juin 2025, publié au JO du 13 juin 2025 portant nomination de Monsieur Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**VU** le décret du 14 février 2025, publié au JO du 15 février 2025, portant nomination de Monsieur Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 3 mars 2025 ;

**VU** l'arrêté du 30 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

**VU** l'autorisation d'exercer n° AUT 068 2115 04 05 20160363252 du 5 avril 2016 délivrée par le conseil national des activités privées de sécurité à la société dénommée « QUIÉTUDE SÉCURITÉ », sise 40 rue Jean Monnet - 68200 Mulhouse, représentée par Monsieur Pascal TOMÉ ;

**VU** l'agrément dirigeant n° AGD-68 2025 12 03 20200019175, délivré à Monsieur Pascal TOMÉ, valable 5 ans, du 3 décembre 2020 au 3 décembre 2025 ;

**VU** la demande présentée le 7 juillet 2025 par la société susvisée, tendant à obtenir une autorisation pour des missions de surveillance et de sécurisation sur la voie publique, du vendredi 18 juillet à 8h00 au dimanche 20 juillet à 20heures, à l'occasion de l'évènement «Festival Conc'air » organisé à Saint Louis ;

**Considérant** la nécessité de faire assurer la sécurité lors de cette manifestation dans ce secteur,

**Sur proposition** de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : La société « QUIÉTUDE », sise 40 rue Jean Monnet - 68200 Mulhouse, représentée par Monsieur Pascal TOMÉ est autorisée à assurer une mission de gardiennage et de surveillance sur la voie publique, du vendredi 18 juillet à 8h00 au dimanche 20 juillet à 20h00, à l'occasion de l'évènement «Festival Conc'air » organisé à Saint Louis ;

Sont à inclure dans l'autorisation de surveillance, la rue des acacias et la rue Georges Gissy et ses abords.

Article 2 : Cette surveillance sera effectuée par les agents de sécurité dont la liste figure en annexe 1.

Article 3 : Les agents de sécurité visés à l'article 2 ne pourront pas être armés.

Article 4 : Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à respecter les prescriptions du livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-1.

Article 5 : La présente autorisation, précaire et révocable à tout moment, prendra fin à l'expiration de ces missions.

Article 6 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le sous-préfet de l'arrondissement de Mulhouse et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

À Colmar, le 07/07/2025

Le préfet

Pour le préfet et par délégation

Le sous-préfet, directeur de cabinet,

signé

Thomas DIMICHELE

### **Délais et voies de recours**

1 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit :

- par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet / BSI – 7 rue Bruat, PB 10489 – 68020 COLMAR Cedex.
- par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'intérieur - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Place Beauvau – 75800 PARIS.

Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit et être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à sa révision doivent être joints.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté. En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

2 – Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif – 31 avenue de la paix – BP 51038 67070 Strasbourg Cedex.

Le tribunal peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).

#### Annexe 1 :

Liste des agents de sécurité autorisés à intervenir sur la voie publique  
du vendredi 18 juillet à 8h00 au dimanche 20 juillet à 20h00,  
à l'occasion de l'évènement «Festival Conc'air » organisé à Saint Louis

Civilité	Prénom	NOM	Carte CNAPS
Monsieur	Jean-Michel	LEUCHART	CAR-068-2027-04-21-20220215017
Monsieur	Philippe	BERTHON	CAR-025-2029-04-17-20240078909
Monsieur	David	CRAMBES	CAR-025-2030-02-03-2025006507
Monsieur	Orhan	EKICI	CAR-090-2029-01-11-20230074890
Monsieur	Frédéric	HUSZOVITS	CAR-068-2027-12-12-20220052397
Monsieur	Eric	MALIVERNEY	CAR-090-2029-03-07-20240038779
Monsieur	Sylvain	PETTEX	CAR-068-2026-05-20-20210217967





# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET  
DIRECTION DES SÉCURITÉS  
BUREAU DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

**ARRÊTÉ N°BSR-2025-188-01**  
**autorisant la manifestation sportive motorisée intitulée**  
**« 34ème Course de côte de Motos Anciennes du Gaschney à Muhlbach sur Munster »**  
**le samedi 12 juillet 2025 et le dimanche 13 juillet 2025**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION**

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU le Code de la route et notamment ses articles R.411-29 à R.411-32 ;
- VU le Code du sport et notamment ses articles R. 331-3, art. D. 331-1, art. D. 331-2 et suivants et A. 331-1 et suivants ;
- VU le décret n°2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives ;
- VU le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, notamment dans le domaine des activités sportives ;
- VU le décret du 14 février 2025, publié au J.O. du 15 février 2025, portant nomination de M. Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 3 mars 2025 ;
- VU le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025, portant nomination de M. Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2025 portant délégation de signature à M. Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;
- VU l'arrêté temporaire N°2025-0265 du 30 avril 2025 pris par la Collectivité européenne d'Alsace, portant réglementation de la circulation sur la D310 du PR003 + 0405 au PR007 + 0497 à Metzeral, Muhlbach-sur-Munster et Stosswihr ;

- VU la demande présentée le 25 mars 2025 par l'association « Nouveau Moto Club de Munster », représentée par M. Jean Marc SCHICKEL, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le samedi 12 juillet 2025 et le dimanche 13 juillet 2025 une manifestation sportive motorisée (Motocyclisme – Course sur route (course de côte)) intitulée « 34ème Course de côte de Motos Anciennes du Gaschney à Muhlbach sur Munster » ;
- VU le règlement particulier validé par la fédération française de motocyclisme (FFM) ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale de sécurité routière (CDSR) lors de sa séance du 15 mai 2025 ;
- VU l'avis favorable sous réserve du respect des consignes environnementales mentionnées au dossier de demande, de la direction départementale des territoires au titre de Natura 2000,

Considérant que le retour de l'instruction réglementaire menée est favorable et permet de conclure que le déroulement de cette manifestation peut avoir lieu avec les garanties de sécurité requises tant pour les participants que pour les tiers,

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association « Nouveau Moto Club de Munster », représentée par M. Jean Marc SCHICKEL est autorisée à organiser le samedi 12 juillet 2025 et le dimanche 13 juillet 2025 une manifestation sportive motorisée (Motocyclisme – Course sur route (course de côte)) intitulée « 34ème Course de côte de Motos Anciennes du Gaschney à Muhlbach sur Munster ».

La présente autorisation concerne l'épreuve suivante, pour 230 véhicules maximum :

1. Vendredi 11 juillet 2025
  - Contrôles administratif et techniques de 14 h à 19 h
2. Samedi 12 juillet 2025
  - Contrôles administratif et techniques de 9 h à 11h30
  - 2 essais de 9 h à 12 h
  - 1ère manche de course à 13h30
  - Essais libres à 14 h
  - 2ème manche de course à 16h30
  - Essais chronométrés à 17 h
3. Dimanche 13 juillet 2025
  - Essais chronométrés de 8 h à 10 h
  - 1ère manche de course à 10h30
  - 2ème manche de course à 14 h
  - Fin des épreuves 18h30

500 spectateurs maximum sont attendus sur l'ensemble de la manifestation.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des textes réglementaires précités et des règles techniques de sécurité (RTS) de la fédération française de motocyclisme « Course sur route (course de côte) », afin d'assurer au mieux la santé, la sécurité et les secours de l'ensemble des intervenants.

Article 3 : L'organisateur souscrit une police d'assurance « responsabilité civile », couvrant la manifestation et ses essais pour les dommages causés aux tiers y compris aux participants, aux adhérents et à toute personne qui prête son concours à l'organisation avec l'accord de l'association « Nouveau Moto Club de Munster ».

Article 4 : Le dispositif de sécurité et de protection des participants, des bénévoles et du public est assuré par l'organisateur et est conforme à celui présenté dans le dossier de demande d'autorisation :

→ Le docteur Pierre HUNTZINGER, inscrit à l'ordre national des médecins, assure la couverture médicale de l'événement le samedi 12 et le dimanche 13 juillet 2025 ;

→ Une convention de secours est conclue entre l'organisateur et la protection civile du Bas-Rhin pour la mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours (DPS) de type « petite envergure » comprenant 8 intervenants secouristes, 1 véhicule léger ainsi que 2 véhicules de premiers secours à personnes ;

→ La protection civile du Bas-Rhin bénéficie d'une autorisation exceptionnelle en date du 24 juin 2025, portant sur les évacuations d'urgence des victimes prises en compte dans le cadre du DPS sus-mentionné, vers une structure hospitalière ;

→ L'organisateur prend toutes les dispositions pour détecter et localiser précisément le lieu d'un incident ou accident nécessitant l'intervention des secours publics.

→ Pour faciliter la gestion des secours, l'organisateur garantit, en toutes circonstances, la circulation et le passage des véhicules de secours, en particulier, sur les zones de départ et arrivée, dans le sens de la course et également en sens inverse.

Article 5 : La manifestation est obligatoirement encadrée par des personnes diplômées par la (FFM), pour les fonctions de directeur de course et de commissaires de piste.

Les commissaires de piste sont en nombre suffisant afin d'assurer la sécurité requise. Ils sont visibles l'un de l'autre et deux commissaires sont présents sur chaque poste.

Les commissaires de piste couvrent la totalité du parcours, ils sont reliés par radio ou téléphoniquement à la direction de course afin que la manifestation puisse immédiatement être arrêtée en cas d'accident, ils portent un gilet de sécurité et leurs postes sont dotés d'extincteurs appropriés aux risques, homologués et contrôlés.

Article 6 : Les numéros du poste de commandement « PC course » est le suivant 06.71.15.03.30.

Ce numéro de téléphone est strictement confidentiel et ne peut en aucun cas faire l'objet d'une utilisation ultérieure, en dehors de la manifestation sportive pour laquelle il est utilisé.

Article 7 : L'organisateur se conforme aux prescriptions particulières suivantes :

#### 1. Risque d'incendie :

→ L'organisateur garantit l'instruction des organisateurs et des commissaires concernant les conduites à tenir en cas d'incendie et la manœuvre des moyens de secours ;

- L'organisateur dote les zones « buvette/restauration » et « parking » d'extincteurs adaptés aux risques et en nombre suffisant ;
- L'organisateur prend toutes les dispositions utiles pour assurer que les extincteurs et autres moyens de lutte contre le risque d'incendie, dont la mise en place dépend de sa responsabilité, sont conformes à la réglementation en vigueur et adaptés aux risques ;
- Toutes les mesures de sécurité et de prévention des incendies sont prises. L'organisateur respecte et fait respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28/12/2023 modifié relatif aux brûlages et à l'usage du feu dans le département du Haut-Rhin ;
- L'organisateur fait preuve d'une vigilance particulière concernant le risque de départ de feu dans les champs et forêts situés aux abords de la manifestation, notamment en cas de sécheresse avérée.

## 2. Intervention des secours :

- L'organisateur garantit, en toutes circonstances, la circulation et le passage des véhicules d'incendie et de secours ;
- L'organisateur garantit le maintien de l'accessibilité aux façades des immeubles et aux tiers conformément au règlement de sécurité ;
- L'organisateur garantit le maintien des accès aux points d'eau incendie ainsi qu'aux organes de coupures des fluides (gaz, eau, électricité) situés sur la voie publique et en façade ;
- Une liaison téléphonique est disponible, permettant d'alerter les secours depuis le lieu de l'épreuve ;
- Le centre de traitement de l'alerte (18) est prévenu du début et de la fin de l'épreuve au moyen de cette liaison téléphonique, en indiquant le numéro téléphonique du responsable sécurité ;
- Ce numéro est joignable en permanence pendant la durée de la manifestation ;
- L'ensemble des communications sur site est testé avant le début de l'épreuve ;
- Les engins de secours sont accueillis et guidés jusqu'au lieu de l'intervention, si besoin.

3. L'organisateur se conforme aux prescriptions de la réglementation de la FFM ainsi que celles énoncées lors de la CDSR.

4. L'organisateur prévoit une signalisation adaptée ainsi qu'un nombre suffisant de commissaires de course.

5. Les nuisances sonores sont limitées de sorte à ne pas gêner le voisinage.

6. L'organisateur s'assure que la capacité d'accueil des spectateurs soit en adéquation avec les zones qui leur sont réservées. Toutes les zones interdites au public sont signalées par des moyens adéquats et placées sous la surveillance d'un commissaire de course et/ou de piste.

7. L'organisateur informe le public des zones qui leur sont réservées. Une signalisation appropriée au moyen de panneaux solides et bien visibles délimitent ces zones, également protégées par un dispositif adapté afin de stopper tout engin dont le conducteur aurait perdu le contrôle.

8. L'organisateur veille à ce que le stationnement des participants et des spectateurs soit balisé et réalisé sur des emplacements n'entravant pas la circulation routière et répondant à leur sécurité.

Article 8 : En application de l'article L.414-4 du Code de l'environnement, l'organisateur a complété l'évaluation des incidences sur Natura 2000.

Au vu des éléments fournis dans le dossier, le bureau Nature, Chasse et Forêt ne s'oppose pas au déroulement de cette manifestation sportive sous réserve des remarques formulées ci-dessus :

- le retrait dans les 48 h de l'ensemble des rubalises ayant servi à matérialiser le parcours ;
- le jour de la manifestation, rappel est fait à l'ensemble des participants et au public, de ne pas abandonner de déchets dans le milieu naturel ni sur le bord des routes ;
- les points de ravitaillements sont nettoyés de tous déchets lesquels seront évacués en déchetterie.

Le site [www.quietudeattitude.fr](http://www.quietudeattitude.fr) permet de découvrir les bons réflexes à adopter dans le cadre d'une pratique individuelle, ou dans l'organisation d'une manifestation sportive, ainsi que les zones de quiétude et réglementations existantes.

Article 9 : Il est interdit de poser des panneaux et de coller des affiches sur l'emprise du domaine public et en particulier sur les panneaux de signalisation ou sur les arbres. L'usage de clous dans les arbres est proscrit, comme le jet de tracts, journaux, prospectus ou produits quelconques.

Tout fléchage ou traçage de circuit éventuel est respectueux de l'environnement, et dans tous les cas est éliminé par l'organisateur à la fin de la manifestation.

Article 10 : L'organisateur est responsable civilement et pénalement de tout accident qui pourrait survenir pendant et à l'occasion de la compétition.

Article 11 : L'organisateur s'assure régulièrement et notamment avant le début de la manifestation, auprès de Météo France, des conditions météorologiques prévues pendant les heures de cette manifestation en consultant :

- 08 99 71 02 68 (météo du département)
- 08 92 68 08 08 (le portail météo)
- le site Internet : [www.meteo.fr](http://www.meteo.fr), [www.inforoute68.fr](http://www.inforoute68.fr)

Il prend toutes décisions et dispositions utiles si les prévisions météorologiques ne lui paraissent pas compatibles avec les activités envisagées.

Article 12 : L'organisateur s'assure, avant le début de la manifestation, de la déclinaison des mesures sanitaires pour le sport, applicables le jour de la manifestation.

Article 13 : Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu à l'interdiction de l'épreuve ou de toute manifestation ultérieure, indépendamment des sanctions pénales encourues.

Article 14 : Avant le début de la manifestation, l'organisateur technique produit à l'autorité qui a délivré la présente autorisation une attestation écrite précisant que toutes les prescriptions mentionnées dans l'autorisation sont respectées.

Cette attestation est transmise par courriel directement au bureau de la sécurité routière – manifestation sportive, à la boîte fonctionnelle : [pref-manifestation-sportive@haut-rhin.gouv.fr](mailto:pref-manifestation-sportive@haut-rhin.gouv.fr)

Article 15 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, le président de la collectivité européenne d'Alsace, les maires de Metzeral et Muhlbach-sur-Munster, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le directeur des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin et l'association Nouveau Moto Club de Munster, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Haut-Rhin.

Colmar, le 07/07/2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE

#### **Délais et voies de recours**

1- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit :

- par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet/BSR - 7, rue Bruat, BP 10489 68020 COLMAR CEDEX.
- par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires juridiques - Place Beauvau - 75800 PARIS.

Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit, être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à le faire réviser doivent y être joints.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté.

En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

2- Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le Tribunal Administratif - 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX.

Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET DU PRÉFET  
DIRECTION DES SÉCURITÉS**

**Arrêté BSI N° 2025 – 189-01 DU 8 JUILLET 2025  
instaurant un périmètre de protection visant à  
sécuriser l'événement des Oasis de l'été à Colmar**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 226-1 ;

**Vu** le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025 , portant nomination de Monsieur Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**Vu** le décret du 14 février 2025, publié au JO du 15 février 2025, portant nomination de monsieur Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 3 mars 2025 ;

**Vu** l'arrêté du 30 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Thomas DIMICHELE, sous préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

**Vu** l'ensemble des mesures prises par la commune de Colmar visant à la sécurisation de la manifestation des Oasis de l'été, ouverte au public les 12 et 13 juillet 2025 à partir de 19h00 et le 14 juillet 2025 à partir de 13h00 ;

**Vu** la convention partenariale de sécurité ;

**Considérant** la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national ;

**Considérant** l'activation de la posture Vigipirate « URGENCE ATTENTAT» ;

**Considérant** la configuration du lieu d'accueil de la manifestation, qui se déroulera place Rapp, Champ de Mars et ses abords en centre ville de Colmar ; la fréquentation estimée au pic d'affluence entre 8 000 et 10 000 participants sur ce lieu ; les risques causés par la densité de présence du public, il apparaît nécessaire et proportionné d'instaurer un périmètre de protection pour les 12 et 13 juillet 2025, de 18h00 à 2h00 et pour le 14 juillet 2025 de 13h00 à 20h00 ;

**Considérant** par ailleurs, que se tiendra le 13 juillet, le défilé de la fête nationale à proximité immédiate de l'évènement et sur le même espace et qu'une réception est organisée à la préfecture du Haut-Rhin ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prévenir les comportements à créer un trouble à l'ordre public ou à mettre en danger les personnes en provoquant un mouvement de panique ou en gênant la libre circulation des personnes ;

**Considérant** le dispositif de vigilance et d'intervention mis en place par le maire de Colmar pour assurer la sécurité des Oasis de l'été de Colmar ; qu'il y a lieu de prendre des mesures complémentaires à celles prises par la commune ;

**Considérant** que, compte tenu de la menace terroriste pesant sur le territoire national, laquelle a justifié l'instauration du plan Vigipirate « urgence attentat » ; considérant également que les mesures sont strictement limitées dans le temps par rapport au déroulé de la manifestation ; que, pour ces raisons, l'instauration d'un périmètre de protection prenant en compte les impératifs de vie privée, professionnelle et familiale et au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés, apparaît adaptée, nécessaire et proportionnée ;

**Sur** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ,

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les 12 et 13 juillet 2025 de 18h00 à 2h00 et le 14 juillet 2025 de 13h00 à 20h00, est instauré, dans la commune de Colmar, un périmètre de protection, délimité géographiquement par les axes suivants :

- Avenue de la République,
- Boulevard du Champ de Mars,
- Rue Bruat.

**Article 2 :** Au sein du périmètre de protection mentionné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'accès des piétons peut faire l'objet de palpations de sécurité, d'inspections visuelles et de fouilles de bagages, de contrôles menés aléatoirement et de façon proportionnée :

1. par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et sous la responsabilité et le contrôle effectif de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;
2. par des agents privés exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L.611-1 du code de la sécurité intérieure, sous l'autorité et le contrôle effectif et continu d'un officier de police judiciaire ;
3. par les agents de police municipale autorisés à exercer cette mission par le maire, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire ;
4. par les agents de la brigade verte, dans les limites de leurs compétences, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre. En cas de refus de s'y conformer, les personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du périmètre par un officier de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de celui-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code.

**Article 3 :** L'accès des véhicules dans le périmètre de protection peut être subordonné à la visite du véhicule, avec le consentement du conducteur, par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° et 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de ceux-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1°bis et 1°ter de l'article 21 du même code. En cas de refus, le véhicule ne sera pas admis à pénétrer dans le périmètre en question.

**Article 4 :** Sont interdits dans le périmètre de protection, le port, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, de pétards, d'armes réelles ou factices, quelle qu'en soit la catégorie et de tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal.



**Article 5 :** L'organisateur informe quotidiennement le préfet, par un rapport circonstancié, des événements ou difficultés survenus ainsi que du nombre de personnes contrôlées. Il l'informe immédiatement de tout incident.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, sous-préfet de Colmar-Ribeauvillé, le sous-préfet, directeur de cabinet, le maire de Colmar, le directeur interdépartemental de la police nationale du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Colmar.

À Colmar, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

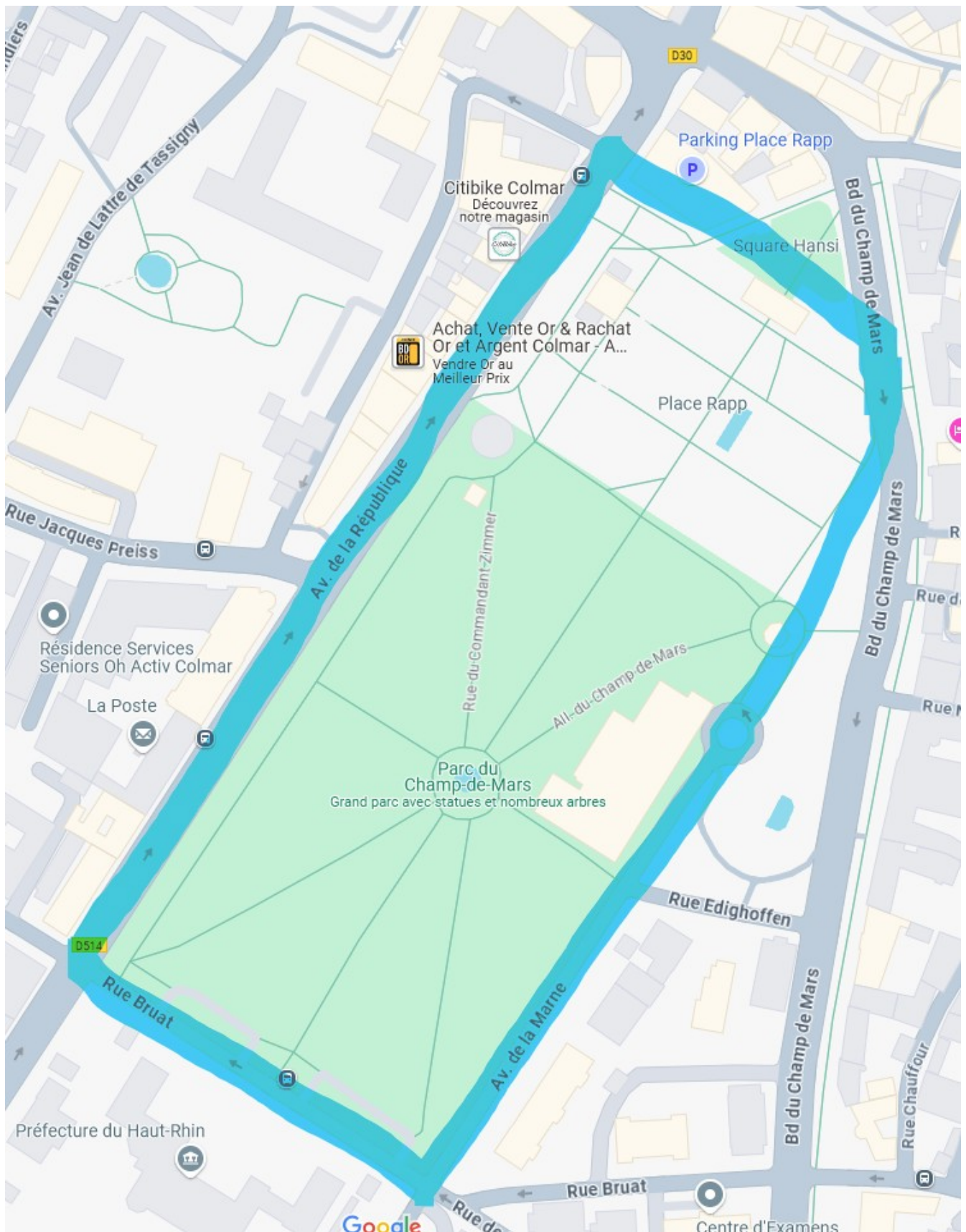
signé

Thomas DIMICHELE

#### **Délais et voies de recours**

- 1 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit :
  - par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet/BSI - 7, rue Bruat, BP 10489 68020 COLMAR CEDEX.
  - par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires juridiques - Place Beauvau - 75800 PARIS.Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit, être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à la faire réviser doivent y être joints.  
Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté.  
En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- 2- Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le Tribunal Administratif - 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX.  
Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).

### Périmètre de protection





# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cabinet du préfet  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure

## **Arrêté n° BSI-2025-189-02 du 8 juillet 2025 réglementant temporairement l'achat, la vente, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs dans le département du Haut-Rhin**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code pénal, et notamment ses articles 322-5 à 322-11-1 et R. 644-5 ;

**Vu** le code de la défense, et notamment ses articles L. 2352-1 et suivants et R. 2353-14 et suivants ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 557-1 et suivants et R. 557-6-3 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article L. 131-4 et suivants ;

**Vu** le règlement (UE) 2019/1148 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 11 ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatifs aux produits et équipements à risque ;

**Vu** décret du 12 juin 2025, publié au JO du 13 juin 2025, portant nomination de Monsieur Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**Vu** le décret du 14 février 2025, publié au JO du 15 février 2025, portant nomination de Monsieur Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 3 mars 2025 ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles de pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs et pris en application des articles du chapitre VII du titre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

**Vu** l'arrêté du 30 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Thomas DIMICHELE, sous préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

**Vu** le niveau « urgence attentat » du plan Vigipirate ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité de police administrative de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la prévention des troubles à l'ordre public ; qu'il appartient en outre à l'autorité administrative de prendre les mesures de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ;

**Considérant** que la projection, l'utilisation inconsidérée ou mal intentionnée de carburants ou combustibles, de certains artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs, de précurseurs d'explosifs, particulièrement sur la voie et les biens publics et dans les lieux de rassemblements, sont de nature à entraîner des dangers, des accidents, des nuisances et des atteintes graves aux personnes et aux biens ;

**Considérant** la nécessité de prévenir la dégradation des biens publics ou privés, ainsi que les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de l'ordre ;

**Considérant** que la pratique d'usage d'articles pyrotechniques et d'artifices de divertissement est très répandue dans le département du Haut-Rhin ; que cet usage est très régulièrement détourné pour être utilisé à l'encontre des forces de sécurité intérieure ;

**Considérant** que les forces de l'ordre sont très fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire et dans le département dans le cadre du plan Vigipirate et pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors des nombreuses manifestations d'ampleur du département ;

**Considérant** que dans ces circonstances, une mesure interdisant temporairement l'achat, la vente, le port, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs les plus dangereux par des particuliers, est la seule mesure de nature à préserver l'ordre public ; qu'une telle interdiction apparaît ainsi adaptée, nécessaire et proportionnée ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : en dehors des spectacles pyrotechniques tels que définis à l'article 2 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 et des feux d'artifices non classés spectacles pyrotechniques mais commandés par des communes, des personnes de droit public ou des organisateurs d'événements dûment déclaré en mairie sur des espaces privés, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite dans l'ensemble du département du vendredi 11 juillet 8h00 juillet au mardi 15 juillet 8h00 :

- sur l'espace public ou en direction de l'espace public ;
- dans les lieux de grands rassemblements de personnes, ainsi qu'à leurs abords immédiats ;
- sur la voie publique.

**Article 2** : la vente et le transport des artifices de divertissement des catégories 2 et 3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé sont interdits dans le département du Haut-Rhin du vendredi 11 juillet 8h00 juillet au mardi 15 juillet 2025, 8h00.

**Article 3** : les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques à des fins professionnelles, titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 28 et 29 de l'arrêté du 31 mai 2010 suscités peuvent, à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions prévues aux articles 1 et 2.

**Article 4 :** toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Les infractions spécifiques au présent arrêté seront passibles de contravention de 1ère classe ainsi que de l'application de l'article 322-11-1 du code pénal.

**Article 5 :** le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

À Colmar, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

signé

Thomas DIMICHELE

#### Délais et voies de recours

- 1 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit :
  - par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet/BSI - 7, rue Bruat, BP 10489 68020 COLMAR CEDEX.
  - par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires juridiques - Place Beauvau - 75800 PARIS.Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit, être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à la faire réviser doivent y être joints.  
Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté.  
En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- 2- Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le Tribunal Administratif - 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX.  
Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cabinet du préfet  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure

**Arrêté n° BSI-2025-189-03 du 8 juillet 2025  
autorisant la surveillance sur la voie publique à COLMAR**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 611-1 et suivants ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

**VU** le décret du 12 juin 2025, publié au JO du 13 juin 2025 portant nomination de Monsieur Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**VU** le décret du 14 février 2025, publié au JO du 15 février 2025, portant nomination de Monsieur Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 3 mars 2025 ;

**VU** l'arrêté du 30 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Thomas DIMICHELE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

**VU** l'autorisation d'exercer n° AUT-067-2116-01-05-20160371748 du 5 janvier 2017, délivrée par le conseil national des activités privées de sécurité à la société dénommée « POLYGARD », sise 3 Impasse du Laser - 67800 BISCHHEIM, représentée par Monsieur El Hassan MACHWATE ;

**VU** l'agrément dirigeant n° AGD-067-2028-11-22-20230371747, délivré à Monsieur El Hassan MACHWATE, valable 5 ans, du 22 novembre 2023 au 22 novembre 2028 ;

**VU** la demande présentée le 2 juillet 2025 par la société susvisée, tendant à obtenir une autorisation pour des missions de surveillance et de sécurisation sur la voie publique, à l'occasion de l'évènement « cinéma de plein air » organisé sur la ville de Colmar les samedis 19 juillet, 9 août, 16 août et 23 août 2025 ;

**Considérant** la nécessité de faire assurer la sécurité lors de cette manifestation dans ce secteur,

**Sur proposition** de Monsieur le directeur de cabinet,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : La société « POLYGARD », sise 3 impasse du laser à Bischheim (67800), représentée par Monsieur El Hassan MACHWATE est autorisée à assurer une mission de gardiennage et de surveillance sur la voie publique, aux dates, horaires et lieux suivants à Colmar :

- le samedi 19 juillet 2025 de 21h30 à 00h30, sur la Place Saint-Joseph ;
- le samedi 9 août 2025 de 18h30 à 00h30, sur le parking du Grillen ;
- le samedi 16 août 2025 de 21h00 à minuit, sur la Place du 2 février ;
- le samedi 23 août 2025 de 20h00 à 23h00 sur la plaine Pasteur, quartier Europe.

Les abords immédiats du parking du Grillen, des Places Saint-Joseph et du 2 février, ainsi que de la plaine Pasteur sont également à inclure dans l'autorisation, en surveillance fixe ou mobile.

Article 2 : Cette surveillance sera effectuée par les agents de sécurité dont la liste figure en annexe 1.

Article 3 : Les agents de sécurité visés à l'article 2 ne pourront pas être armés.

Article 4 : Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à respecter les prescriptions du livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-1.

Article 5 : La présente autorisation, précaire et révocable à tout moment, prendra fin à l'expiration de ces missions.

Article 6 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le sous-préfet de l'arrondissement de Colmar et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

À Colmar, le 8 juillet 2025  
Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le directeur de cabinet,

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE

### **Délais et voies de recours**

1 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit :



- par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet / BSI – 7 rue Bruat, PB 10489 – 68020 COLMAR Cedex.

- par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'intérieur - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Place Beauvau – 75800 PARIS.

Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit et être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à sa révision doivent être joints.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté. En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

2 – Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif – 31 avenue de la paix – BP 51038 67070 Strasbourg Cedex.

Le tribunal peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).

#### Annexe 1 :

Liste des agents de sécurité autorisés à intervenir sur la voie publique  
les samedis 19 juillet, 9 août, 16 août et 23 août 2025  
à l'occasion de l'évènement cinéma de plein air à Colmar

Civilité	Prénom	NOM	Carte CNAPS
Madame	Anne-Marie	CLAIR	CAR-068-2028-10-06-20230047112
Monsieur	Thierry	LEBON	CAR-068-2028-09-25-20230031020
Monsieur	Quentin	LEBON	CAR-068-2029-12-30-20240950141
Madame	Séverine	LITAIZE	CAR-068-2028-10-24-20230410322
Monsieur	Jean-Marie	WEISHAAR	CAR-068-2026-09-29-20210780005





# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE L'IMMIGRATION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LÉGALITÉ

BUREAU DES ÉLECTIONS ET DE LA RÉGLEMENTATION

VM

## Arrêté du 7 juillet 2025

**modifiant l'arrêté du 12 septembre 2018 portant sur la désaffectation de l'actuel presbytère de la commune d'ODEREN et le transfert du titre de presbytère vers une nouvelle salle communale.**

### **Le préfet du Haut-Rhin**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu la loi du 18 Germinal, an X, relative à l'organisation des cultes ;
- Vu le décret du 30 décembre 1809 modifié, concernant les fabriques d'église ;
- Vu le décret du 23 novembre 1994 modifié, portant déconcentration en matière de désaffectation des édifices cultuels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;
- Vu la loi du 1<sup>er</sup> juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;
- Vu l'ordonnance du 15 septembre 1944 modifiée, relative au rétablissement de la légalité républicaine dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2018 portant sur la désaffectation de l'actuel presbytère de la commune d'ODEREN et le transfert du titre de presbytère vers une nouvelle salle communale ;
- Vu la délibération du conseil de fabrique de la paroisse Saint-Nicolas d'Oderen du 20 février 2025 par laquelle cet établissement public du culte décide de faire modifier l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 portant sur la désaffectation du presbytère de la commune d'Oderen et son transfert de titre ;
- Vu l'avis favorable à l'opération envisagée, émise par l'archevêque de Strasbourg le 25 février 2025 ;

Considérant que la maison de l'association dénommée « *MARIA HILF* » située à côté de la chapelle Notre Dame du Bon Secours au 10 Grand'Rue à Oderen disposait d'un

appartement disponible au cas où un prêtre desservant serait nommé, mais qu'en raison des trop nombreux travaux qu'il conviendrait d'y réaliser, il a été décidé de la vendre ;

Considérant que, pour ne pas obérer ce projet de vente, il convient de supprimer le deuxième paragraphe du premier article de l'arrêté du 12 septembre 2018 ainsi rédigé :  
« *Par ailleurs, en cas de nomination d'un nouveau prêtre, un appartement est disponible au rez-de-chaussée de la maison de l'association dénommée « MARIA HILF » située à côté de la Chapelle Notre Dame du Bon Secours, au 10, Grand'Rue à Oderen* » ;

Considérant que la communauté de paroisses à laquelle appartient la paroisse d'Oderen est actuellement desservie par un curé et deux prêtres desservants, qui sont actuellement logés respectivement dans les presbytères de Saint-Amarin, Willer-sur-Thur et Husseren-Wesserling, et qu'une nomination d'un quatrième prêtre est peu probable ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

### **Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Est abrogé le deuxième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 12 septembre 2018 susvisé.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le maire d'Oderen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée :

- au chef du bureau des cultes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à Strasbourg,
- à l'archevêque de Strasbourg,
- au président du conseil de fabrique de la paroisse d'Oderen.

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de l'immigration, de la  
citoyenneté et de la légalité,

***signé***

Jean-Christophe SCHNEIDER

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-CeA68-050**

**portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental,  
Hors agglomération**

**Travaux localisés de réhabilitation de chaussée**

**Autoroute A36**

**Chantier DOLLER entre les échangeurs de Pfastatt (n°17) et de Mulhouse centre (n°19)  
(dans le sens Allemagne vers Belfort)**

**Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** le Code de la route ;

**VU** le Code de justice administrative ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** le Code de procédure pénale ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**VU** la loi n°2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025, portant nomination de M. Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral constatant le transfert des routes classées dans le domaine public routier national situées dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin à la collectivité européenne d'Alsace des 30 et 31 janvier 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir la sécurité des personnels et des usagers à l'occasion des travaux sur l'A 36, dans le sens Allemagne vers Belfort, du PR 105+700 au PR 104+200 ;

**SUR** proposition du chef du service de gestion du trafic de la Collectivité européenne d'Alsace

# ARRETE

## Article 1

Le présent arrêté s'applique sur le réseau routier de la CeA dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

## Article 2

Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	<b>A 36</b>	
PR + SENS	Sens Allemagne vers Belfort, du PR 105+700 au PR 104+200	
NATURE DES TRAVAUX	Réhabilitation de la chaussée	
PÉRIODE GLOBALE	<b>Du lundi 21 juillet 2025 au jeudi 14 août 2025 inclus.</b>	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Réduction du trafic de 3 à 2 voies dans les 2 sens de circulation.  Basculement du trafic d'une chaussée sur l'autre en mode 2+2 et 0.  Fermeture de bretelles d'échangeurs et mise en place de déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	<u>Mise en place et retrait des déviations</u> Groupement d'entreprises SAERT-SIGNATURE  <u>Mise en place et retrait du balisage sur l'autoroute</u> Groupement d'entreprises SAERT-SIGNATURE	<u>Surveillance et maintenance de jour</u> Groupement d'entreprises SAERT-SIGNATURE  <u>Surveillance et maintenance de nuit</u> Groupement d'entreprises SAERT-SIGNATURE

## Article 3

Les travaux seront réalisés conformément au programme ci-dessous :

Période	Localisation des travaux	Mesures d'exploitation
<b><u>Phase 1</u></b>  Du lundi 21 juillet à 20h00 au vendredi 25 juillet à 6h00	<b>A 36</b>  Sens Allemagne vers Belfort  Du PR 105+700 au PR 104+200	<b>FERMETURES DE BRETELLES de nuit de 20h00 à 6h00</b>  Dans l'échangeur 17 Pfastatt, les bretelles suivantes sont fermées : <ul style="list-style-type: none"><li>• Bretelle de sens Mulhouse vers A 36 Allemagne.</li><li>• Bretelle de sens Pfastatt vers A 35 Allemagne.</li></ul>

Période	Localisation des travaux	Mesures d'exploitation
		<p>Dans l'échangeur 18 Bourtzwiller, les bretelles suivantes sont fermées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bretelle de sens A 36 Belfort vers RD 430 Mulhouse.</li> <li>Bretelle de sens A 36 Belfort vers RD 430 Guebwiller.</li> <li>Bretelle de sens RD 430 Guebwiller vers A 36 Allemagne.</li> </ul> <p>Des déviations sont mises en place selon les plans figurant dans le dossier d'exploitation.</p> <p><b>NEUTRALISATIONS DE VOIES DE NUIT de 20h00 à 6h00</b></p> <p>Dans le sens Belfort vers Allemagne, les 2 voies de droite sont neutralisées du PR 102+000 au PR 106+300 de 20h00 à 6h00.</p> <p><b>DÉVOIEMENT DE JOUR de 6h00 à 20h00</b></p> <p>Dans le sens Belfort vers Allemagne, du PR 102+000 au PR 106+300 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le nombre de voies est réduit de 3 à 2.</li> <li>Les 2 voies restantes sont dévoyées sur la Bande d'Arrêt d'Urgence et la voie lente.</li> <li>La voie de gauche est interdite aux Poids Lourds.</li> <li>La vitesse est limitée à 70 km/h.</li> </ul>
<p><b><u>Phase 2</u></b></p> <p>Du vendredi 25 juillet à 6h00 au lundi 11 août à 6h00</p>	<p><b>A 36</b></p> <p>Sens Allemagne vers Belfort</p> <p>Du PR 105+700 au PR 104+200</p>	<p><b>DÉVOIEMENT</b></p> <p>Dans le sens Belfort vers Allemagne, du PR 102+000 au PR 106+300 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le nombre de voies est réduit de 3 à 2.</li> <li>Les 2 voies restantes sont dévoyées sur la Bande d'Arrêt d'Urgence et la voie lente.</li> <li>La voie de gauche est interdite aux Poids Lourds.</li> <li>La vitesse est limitée à 70 km/h.</li> </ul> <p><b>BASCULEMENT</b></p> <p>Dans le sens Allemagne vers Belfort, du PR 106+200 au PR 102+700 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La circulation est basculée sur la chaussée de sens opposé en mode 2+2 et 0.</li> <li>La voie de gauche est interdite aux poids lourds.</li> <li>La vitesse est limitée à 70 km/h dans la zone basculée.</li> <li>La vitesse est limitée 50 km/h au droit des basculements.</li> </ul> <p><b>FERMETURES DE BRETELLES</b></p> <p>Dans l'échangeur 18 Bourtzwiller, les bretelles suivantes sont fermées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bretelle de sens RD 430 Guebwiller vers A 36 Belfort.</li> <li>Bretelle de sens RD 430 Mulhouse centre vers A 36 Belfort.</li> <li>Bretelle de sens A 36 Belfort vers RD 430 Guebwiller.</li> </ul>

Période	Localisation des travaux	Mesures d'exploitation
		Des déviations sont mises en places selon les plans figurants dans le dossier d'exploitation.
<b><u>Phase 3</u></b>  Du dimanche 10 août à 20h00 au jeudi 14 août à 6h00	<b>A 36</b>  Sens Allemagne vers Belfort  Du PR 105+700 au PR 104+200	<b>FERMETURES DE BRETELLES de nuit de 20h00 à 6h00</b>  Dans l'échangeur 17 Pfastatt, les bretelles suivantes sont fermées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bretelle de sens Mulhouse vers A 36 Allemagne.</li> <li>• Bretelle de sens Pfastatt vers A 35 Allemagne.</li> </ul> Dans l'échangeur 18 Bourtzwiller, les bretelles suivantes sont fermées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bretelle de sens A 36 Belfort vers RD 430 Mulhouse.</li> <li>• Bretelle de sens A 36 Belfort vers RD 430 Guebwiller.</li> <li>• Bretelle de sens RD 430 Guebwiller vers A 36 Allemagne.</li> </ul> Des déviations sont mises en place selon les plans figurants dans le dossier d'exploitation.  <b>NEUTRALISATIONS DE VOIES DE NUIT de 20h00 à 6h00</b>  Dans le sens Belfort vers Allemagne, les 2 voies de droite sont neutralisées du PR 102+000 au PR 106+300 de 20h00 à 6h00.  <b>DÉVOIEMENT DE JOUR de 6h00 à 20h00</b>  Dans le sens Belfort vers Allemagne, du PR 102+000 au PR 106+300 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre de voies est réduit de 3 à 2.</li> <li>• Les 2 voies restantes sont dévoyées sur la Bande d'Arrêt d'Urgence et la voie lente.</li> <li>• La voie de gauche est interdite aux Poids Lourds.</li> <li>• La vitesse est limitée à 70 km/h.</li> </ul>
<b><u>Phase spécifique aux TE</u></b>  Du lundi 21 juillet à 20h00 au jeudi 14 août à 6h00	<b>A 36</b>  Sens Allemagne vers Belfort  Du PR 105+700 au PR 104+200	<b>INTERDICTION DE CIRCULATION DES TRANSPORTS EXCEPTIONNELS dans le sens Belfort vers Allemagne</b>  Les transports exceptionnels sont interdits dans le sens Belfort vers Allemagne, entre les échangeurs 16 Brunstatt et le demi échangeur 19 Mulhouse centre.
<b><u>Phase spécifique aux TE</u></b>  Du vendredi 25 juillet à 0h00 au lundi 11 août à 6h00	<b>A 36</b>  Sens Allemagne vers Belfort  Du PR 105+700 au PR 104+200	<b>INTERDICTION DE CIRCULATION DES TRANSPORTS EXCEPTIONNELS dans le sens Allemagne vers Belfort</b>  Les transports exceptionnels sont interdits dans le sens Allemagne vers Belfort entre les échangeurs 20 Ile Napoléon et 17 Pfastatt.

N.B : Le **recouvrement des phases 2 et 3 durant la nuit du dimanche 10 août à 20h00 lundi 11 août à 6h00** est normal car il s'agit d'une nuit de transition durant laquelle les mesures d'exploitation des phases 2 et 3 vont temporairement cohabiter.

#### **Article 4**

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques, dans un maximum de 5 jours calendaires après la fin de période initialement prévue. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

#### **Article 5**

Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes citées à l'article 9 ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des panneaux autoroutiers à messages variables de la CeA, de la radio locale et sur le site « [inforoute.alsace.eu](http://inforoute.alsace.eu) ».

#### **Article 6**

La signalisation de la fermeture sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant à l'article 2 du présent arrêté.

#### **Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 8**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

#### **Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le président de la Collectivité européenne d'Alsace, le directeur interdépartemental de la police nationale du Haut-Rhin, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de Sausheim.

Une copie sera adressée pour information aux :

- général commandant de la région militaire de défense Nord-Est,
- directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin,
- directeur départemental du service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin,
- directeur de l'hôpital de Mulhouse responsable du SMUR,
- pôle Territoires et Exploitation de la CeA,

Fait à Colmar, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Signé  
Augustin CELLARD

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Ecologique

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.



## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-CeA68-054**

**portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental,  
Hors agglomération**

**Travaux de remplacement d'une potence de signalisation**

**Autoroute A36**

**Chantier Potence P674 secteur Croix de la Hardt**

**Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** le Code de la route ;

**VU** le Code de justice administrative ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** le Code de procédure pénale ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**VU** la loi n°2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025, portant nomination de M. Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral constatant le transfert des routes classées dans le domaine public routier national situées dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin à la collectivité européenne d'Alsace des 30 et 31 janvier 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir la sécurité des personnels et des usagers à l'occasion des travaux de remplacement d'une potence de signalisation ;

**SUR** proposition du chef du service de gestion du trafic de la Collectivité européenne d'Alsace

# ARRÊTÉ

## Article 1

Le présent arrêté s'applique sur le réseau routier de la CeA dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

## Article 2

Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	<b>A 36</b>	
PR + SENS	Sens Allemagne vers Belfort, dans l'échangeur de la croix de la Hardt, au PR 110+950	
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement d'une potence de signalisation directionnelle	
PÉRIODE GLOBALE	<b>Du jeudi 21 au vendredi 22 août 2025 de 22h00 à 5h00</b>	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Fermeture de bretelles et déviation du trafic	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	<u>Mise en place et maintenance</u> Collectivité européenne d'Alsace Service Autoroutier Centre Autoroutier de Rixheim	<u>Surveillance de nuit</u> Collectivité européenne d'Alsace Service Autoroutier Centre Autoroutier de Rixheim

## Article 3

Les travaux seront réalisés conformément au programme ci-dessous :

Période	Localisation des travaux	Mesures d'exploitation
Nuit du jeudi 21 août à 22h00 au vendredi 22 août à 5h00	<b>A 36</b>  Sens Allemagne vers Belfort  Échangeur de la croix de la Hardt  Au PR 110+950	<b>Fermeture de bretelles</b>  Les bretelles suivantes sont fermées : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Bretelle de sens A 36 Allemagne vers A 35 Colmar.</li><li>▪ Bretelle de sens A 36 Allemagne vers A 35 Bâle.</li></ul> <b>Déviation</b>  La déviation suivante est mise en place : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Par l'A 36 en direction de Belfort jusqu'à l'échangeur 20 Ile Napoléon.</li><li>▪ Sortie à l'échangeur 20 Ile Napoléon et reprise de l'A 36 dans le sens Belfort vers Allemagne.</li></ul>

#### **Article 4**

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques, dans un maximum de 5 jours calendaires après la fin de période initialement prévue. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

#### **Article 5**

Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes citées à l'article 9 ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des panneaux autoroutiers à messages variables de la CeA, de la radio locale et sur le site « inforoute.alsace.eu ».

#### **Article 6**

La signalisation de la fermeture sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux manuels de chef de chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant à l'article 2 du présent arrêté.

#### **Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 8**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

#### **Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le président de la Collectivité européenne d'Alsace, le directeur interdépartemental de la police nationale du Haut-Rhin, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information aux :

- général commandant de la région militaire de défense Nord-Est,
- directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin,
- directeur départemental du service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin,
- directeur de l'hôpital de Mulhouse responsable du SMUR,
- pôle Territoires et Exploitation de la CeA,

Fait à Colmar, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation

Signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Ecologique

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-CeA68-055  
modificatif**

**portant réglementation temporaire de la circulation  
sur le réseau autoroutier départemental, Hors agglomération**

**Travaux d'aménagement sur le secteur de Saint-Louis (Projet 5A3F)**

**Autoroute A35**

**Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** le Code de la route ;

**VU** le Code de justice administrative ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** le Code de procédure pénale ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**VU** la loi n°2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025, portant nomination de M. Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral constatant le transfert des routes classées dans le domaine public routier national situées dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin à la collectivité européenne d'Alsace des 30 et 31 janvier 2020 ;

**VU** l'avis favorable du Centre d'Exploitation et d'Intervention Autoroutier de Rixheim en date du 19 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que des travaux d'aménagement et de restructuration sur l'A35 doivent être engagés entre les échangeurs 36 et 37 et qu'il importe à cette occasion d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des intervenants ;

**SUR** proposition du chef du service de gestion du trafic de la Collectivité européenne d'Alsace

# ARRETE

## Article 1

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier de la CeA dans les conditions définies à l'article 2.

Il annule et remplace l'arrêté de circulation n°2025-CeA68-032 en date du 09 mai 2025 à compter du mardi 15 juillet 2025.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

## Article 2

Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A35
PR+SENS	PR121+370 au PR126+100
NATURE DES TRAVAUX	Mise en 2x3 voies de l'A35 de l'échangeur 36 à l'échangeur 37, Création d'une collectrice entre les échangeurs 36 et 37, Création de bretelles aux échangeurs 36 et 37
PÉRIODE GLOBALE	<b>Du mardi 15 juillet 2025 au lundi 03 août 2026 à 20h00</b>
SYSTÈME D'EXPLOITATION	A35 Sens 1 : - Circulation sur la voie de droite de 3.20m et la voie de gauche de 2.80m. Une bande d'arrêt d'urgence (BAU) de 3.00m est conservée. Suppression de la bande dérasée de gauche Limitation de vitesse à 70 km/h sur la zone chantier Interdiction de dépasser pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la zone chantier Limitation de vitesse à 110 km/h en dehors de la zone de chantier depuis l'échangeur n°35 A35 Sens 2 : - Circulation sur la voie de droite de 3.20m et la voie de gauche de 2.80m. Une bande dérasée de droite (BDD) de 1.00m est conservée Suppression de la bande dérasée de gauche Limitation de vitesse à 70 km/h sur la zone chantier Interdiction de dépasser pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la zone chantier Limitation de vitesse à 110 km/h en dehors de la zone de chantier jusqu'à l'échangeur n°35
SIGNALISATION TEMPORAIRE	<u>Neutralisation de voies</u> Sociétés Signature

### Article 3

Les travaux seront réalisés conformément au programme ci-dessous :

Période	Localisation	Mesures d'exploitation
<b>A35 - section courante</b>		
Jours du mardi 15 juillet 2025 au samedi 19 juillet 2025 entre 04h30 et 19h00	<b>A35 Sens Mulhouse-Bâle</b>  Du PR 121+370 au PR125+100	Réduction des voies de circulation par marquage au sol temporaire : suppression de la bande dérasée de gauche et réduction de la voie de gauche à 2.80m et réduction de la voie de droite à 3.20m avec conservation d'une bande d'arrêt d'urgence de 3.00m du PR 121+950 au 124+160 Neutralisation de la BAU du PR 123+800 au 124+ 320 Limitation de vitesse à 110 km/h du PR117+000 au PR121+370 puis à 90 km/h jusqu'au PR 121+770, puis à 70km/h jusqu'au PR125+100 Interdiction de dépasser pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la zone chantier
Nuits du mardi 15 juillet 2025 au jeudi 17 juillet 2025 entre 19h00 et 04h30	<b>A35 Sens Mulhouse-Bâle</b>  Du PR 121+850 au PR124+600	Neutralisation de la voie rapide du sens de circulation Mulhouse vers Bâle du PR 121+850 au PR124+600
Nuits du jeudi 17 juillet 2025 au samedi 19 juillet 2025 entre 19h00 et 04h30	<b>A35 Sens Mulhouse-Bâle</b>  Du PR 121+370 au PR125+100	Neutralisation de la voie rapide du sens de circulation Mulhouse vers Bâle du PR 121+370 au PR125+100 Positionnement des cônes à 1m à l'intérieur de la voie lente lors de la neutralisation de la VR. Les usagers circuleront à cheval sur voie lente et BAU Puis Bouchon mobile entre 22H00 et 00H00 pour neutralisation de la Voie Lente sens 1 Positionnement des cônes à l'axe.

Période	Localisation	Mesures d'exploitation
Du samedi 19 juillet 2025 à partir de 04h30 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Sens Mulhouse-Bâle</b>  Du PR 121+500 au PR 125+250	Dévoisement de la circulation du sens 1 vers l'intérieur de l'ancien TPC de A35 Réduction des voies de circulation par marquage au sol temporaire : suppression de la bande dérasée de gauche et réduction de la voie de gauche à 2.80m et réduction de la voie de droite à 3.20m avec conservation d'une bande d'arrêt d'urgence de 3.00m du PR 121+500 au 124+185 Neutralisation de la BAU du PR 124+185 au 124+500 Limitation de vitesse à 110 km/h du PR 117+000 au PR 121+900 puis à 90 km/h jusqu'au PR 122+300, puis à 70km/h jusqu'au PR 125+250 Interdiction de dépasser pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la zone chantier
Du vendredi 04 juillet 2025 à 06h00 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Sens Bâle-Mulhouse</b>  Du PR 125+750 au PR 121+750	Réduction des voies de circulation par marquage au sol temporaire : réduction de la bande dérasée de gauche, réduction de la voie de gauche à 2.80m et réduction de la voie de droite à 3.20m avec conservation d'une bande dérasée de droite de 1.00m du PR 125+750 au PR 124+485  Circulation sur la section définitive avec des voies de 3.50m avec réduction de la bande dérasée de gauche, et conservation d'une bande dérasée de droite de 2.00m du PR124+485 au PR121+750  Limitation de vitesse à 90km/h jusqu'au PR 125+875, puis à 70km/h du PR 125+475 au PR121+750 puis à 110 km/h jusqu'au PR 117+000  Interdiction de dépasser pour les véhicules de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes sur la zone chantier
Nuits du mardi 15 juillet 2025 au jeudi 17 juillet 2025 entre 20h00 et 04h30	<b>A35 Sens Bâle-Mulhouse</b>  Du PR126+100 au PR122+050	Neutralisation de la voie rapide du sens de circulation Bâle vers Mulhouse du PR 126+100 au PR 122+050
<b>A35 - Bretelles d'accès à l'A35 (Bretelle plateforme douanière)</b>		
Du jeudi 22 août 2024 à 08h00 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Bretelle plateforme douanière</b>	Dans la bretelle d'accès à l'A35 de sens plateforme Douanière vers Mulhouse,  Mise en place d'un panneau AK5 tri flash
<b>A35 - Bretelles échangeurs n°37</b>		
Du jeudi 27 mars 2025 à partir de 05H30 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°37</b>	Dans la bretelle de sortie de l'A35 sens Bâle-Mulhouse vers Hésingue/Saint-Louis,  Décalage de la sortie depuis A35 sur l'emprise de définitive de



Période	Localisation	Mesures d'exploitation
		<p>l'élargissement</p> <p>Fermeture de branche de sortie vers Hésingue</p> <p>Mise en place d'une déviation par RD 105 jusqu'au giratoire du cimetière de Saint Louis et retour par RD 105 (Fermeture du tourne-à-gauche Bâle-Hésingue)</p> <p>Marquage au sol temporaire de la voie sans réduction de la largeur de la voie et de la bande dérasée de droite</p> <p>Mise en place d'un panneau AB4 (stop) sur la fin de la bretelle pour la gestion de l'insertion des usagers sur la RD 105</p> <p>Mise en place de séparateur modulaire de voie (SMV) de niveau de retenue H1 sur la fin de la bretelle pour la protection de la zone chantier et mise en place des balisages pour accès chantier</p>
Du jeudi 27 mars 2025 à partir de 04H30 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°37</b>	<p>Dans la bretelle d'accès à l'A35 vers Mulhouse depuis Saint-Louis,</p> <p>Mise en place de panneau AK5 tri flash</p> <p>Marquage au sol temporaire de la voie avec réduction de la largeur de la voie à 3m et neutralisation de la bande dérasée de droite, et mise en place des balisages pour accès chantier</p> <p>Branche d'accès à l'A35 depuis Saint-Louis déboitement depuis la RD 105 décalé sur emprise provisoire minéralisé.</p>
Du jeudi 27 mars 2025 à partir de 05H30 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°37</b>	<p>Fermeture de la bretelle d'accès à l'A35 vers Mulhouse depuis Hésingue</p> <p>Déviations par RD 105 jusqu'au giratoire du cimetière de Saint Louis et retour par RD 105 (Fermeture du tourne-à-gauche Hésingue–Mulhouse)</p>
Du mardi 04 novembre 2024 à 04h30 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°37</b>	<p>Dans la bretelle de sortie Mulhouse – Hésingue/Saint-Louis de l'échangeur 37,</p> <p>Marquage au sol temporaire de la voie avec neutralisation de la bande dérasée de droite et neutralisation partielle de la voie circulée avec ripage de la circulation vers la bande dérasée de gauche avec maintien d'une largeur de voie de 3.5m</p> <p>Fermeture de la branche d'accès à l'A35 direction Bâle depuis Saint Louis.</p>
<b>A35 - Bretelles échangeurs n°36</b>		
Du vendredi 23 mai 2025 à 22h00 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°36</b>	<p>Dans la bretelle d'accès à l'A35 vers Mulhouse depuis l'EuroAirport.</p> <p>Marquage au sol temporaire de la voie avec réduction de la largeur de la voie à 3m et neutralisation de la bande dérasée de droite, et mise en place des balisages pour accès chantier</p>

Période	Localisation	Mesures d'exploitation
		<p>Mise en place de séparateur modulaire de voie (SMV) de niveau de retenue H1 dans la bretelle pour la protection de la zone chantier bande dérasée de gauche</p> <p>Mise en place d'un panneau AK5 tri flash</p>
Du vendredi 13 décembre 2024 à 23h30 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°36</b>	<p>Dans la bretelle de sortie A35 depuis Saint-Louis vers l'EuroAirport.</p> <p>Marquage au sol temporaire de la voie avec réduction de la largeur de la voie à 3m et neutralisation de la bande dérasée de droite, et mise en place des balisages pour accès chantier</p> <p>Mise en place d'un panneau AK5 tri flash</p>
Du mardi 15 juillet 2025 à 20h00 au lundi 03 août 2026 à 20h00	<b>A35 Échangeur n°36</b>	<p>Fermeture de la bretelle de sortie A35 depuis l'EuroAirport vers Bâle/Saint-Louis.</p> <p>Mise en place d'une déviation par la bretelle EuroAirport vers Mulhouse jusqu'à l'échangeur 35 de Bartenheim, puis demi-tour et retour sur l'A35 direction Bâle</p>

#### **Article 4**

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques, dans un délai maximum de 5 jours ouvrés après la fin de période initialement prévue. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

#### **Article 5**

Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes citées à l'article 9 ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des panneaux autoroutiers à messages variables de la CeA, de la radio locale et sur le site « inforoute.alsace.eu ».

#### **Article 6**

La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux manuels de chef de chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant à l'article 3 du présent arrêté.

#### **Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 8**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

## **Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le président de la Collectivité européenne d'Alsace, le directeur interdépartemental de la police nationale du Haut-Rhin, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information aux :

- général commandant de la région militaire de défense Nord-Est,
- directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin,
- directeur départemental du service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin,
- directeur de l'hôpital de Mulhouse responsable du SMUR,
- pôle Territoires et Exploitation de la CeA,

Fait à Colmar, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Signé

Augustin CELLARD

### Délais et voies de recours :

*Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :*

*La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :*

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Ecologique

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :*

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

*Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.*

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-CeA68-057**

**portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau autoroutier départemental,  
Hors agglomération**

**Autoroute A35 - Échangeur du Ladhof (n°24)**

**Livraison d'une passerelle dans la bretelle Mulhouse vers Colmar**

**Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** le Code de la route ;

**VU** le Code de justice administrative ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** le Code de procédure pénale ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**VU** la loi n°2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 12 juin 2025, publié au J.O. du 13 juin 2025, portant nomination de M. Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025 ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral constatant le transfert des routes classées dans le domaine public routier national situées dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin à la collectivité européenne d'Alsace des 30 et 31 janvier 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir la sécurité des personnels et des usagers à l'occasion de la livraison d'une passerelle sur l'A35 dans la bretelle Mulhouse vers Colmar;

**SUR** proposition du chef du service de gestion du trafic de la Collectivité européenne d'Alsace

# ARRÊTÉ

## **Article 1**

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier de la CeA dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

## **Article 2**

Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	<b>A 35</b>
PR + SENS	Échangeur (n°24) du Ladhof
NATURE DES TRAVAUX	Livraison d'une passerelle dans la bretelle Mulhouse vers Colmar
PÉRIODE GLOBALE	<b>Nuit du jeudi 17 juillet au vendredi 18 juillet 2025 de 20h00 à 05h00</b>
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Fermeture de bretelle. Mise en place de déviation.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	Mise en place par : Entreprise SAERT Sous la responsabilité de : CeA / DRIM / Service Autoroutier / CAA de Sainte Croix en Plaine

## **Article 3**

Les travaux seront réalisés conformément au programme ci-dessous :

Période	Localisation des travaux	Mesures d'exploitation
Nuit du jeudi 17 juillet au vendredi 18 juillet 2025 de 20h00 à 05h00	<b>A 35</b> Échangeur Ladhof	La bretelle de sortie « Mulhouse vers Colmar » est fermée à la circulation. Les usagers restent sur l'A35 en direction de Strasbourg et sortent à l'échangeur du Rosenkranz (n°23) puis empruntent la RD83 en direction de Colmar.

## **Article 4**

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques, dans un maximum de 5 jours calendaires après la fin de période initialement prévue. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

## **Article 5**

Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes citées à l'article 9 ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des panneaux autoroutiers à messages variables de la CeA, de la radio locale et sur le site « inforoute.alsace.eu ».

## **Article 6**

La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux manuels de chef de chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant à l'article 2 du présent arrêté.

## **Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **Article 8**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

## **Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le président de la Collectivité européenne d'Alsace, le directeur interdépartemental de la police nationale du Haut-Rhin, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de la ville de Colmar.

Une copie sera adressée pour information aux :

- général commandant de la région militaire de défense Nord-Est,
- directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin,
- directeur départemental du service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin,
- directeur de l'hôpital de Mulhouse responsable du SMUR,
- pôle Territoires et Exploitation de la CeA,

Fait à Colmar, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Ecologique

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet SNCF - Entretien ouvrage hydraulique sur la commune principale GUEMAR 68970.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 05/05/2025, présenté par SNCF RESEAU , enregistré sous le n° **DIOTA-250505-132936-538-015** et relatif à SNCF - Entretien ouvrage hydraulique ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**SNCF RESEAU**  
48 CHEMIN HAUT

67200 STRASBOURG

concernant :

**SNCF - Entretien ouvrage hydraulique**

dont la réalisation est prévue à :

- GUEMAR 68970

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

**Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA**



* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
3.1.5.0	3.1.5.0.2	Destruction de frayères	45	45	D	Enlèvement de matériaux sédimentaires au sein d'un ouvrage hydraulique sous voie ferrée et de ses abords (environ 45m²).
3.1.2.0	3.1.2.0.2	Modification du profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau	0.5 m	0.5 m	D	Enlèvement des sédiments bloqués au niveau du radier de l'ouvrage, h = 0.4 à 0.5 m

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 05/07/2025** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A l'échéance prévue, conformément à l'article R.214-37, des copies de la déclaration ainsi que du présent récépissé, accompagnées, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, aux fins d'affichage et de mise à disposition pour une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée pendant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent ou devant le tribunal administratif de Paris pour les projets de nature agricole relevant de l'article R.811-1-3 du code de justice administrative. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, ce recours peut être exercé par les tiers dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de la décision ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activité, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-250505-132936-538-015**

**Le code postal du projet (commune principale) est : GUEMAR 68970**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

**Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

**Récapitulatif**

## 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **SNCF - Entretien ouvrage hydraulique**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Oui**

Quel est l'adresse email de l'agent du service instructeur en charge de votre dossier ? (exemple : nom@exemple.com) **jean.fruh@haut-rhin.gouv.fr**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

## 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Déclarant**

**Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **41228073713362**

Raison sociale : **SNCF RESEAU**

Forme Juridique : **SA à conseil d'administration (s.a.i.)**

**Adresse en France**

**48 CHEMIN HAUT**

**67200 STRASBOURG**

**Signataire**

Nom : **DAINELLI**

Prénom : **Julien**

Qualité : **Dirigeant d'Unité Territoriale centre**

Téléphone portable : + 33 627284394

Adresse email : **julien.dainelli@reseau.sncf.fr**

### Référent

Nom : **TARRENE**

Prénom : **Coralie**

Fonction : **Responsable environnement**

Téléphone portable : + 33 601427666

Adresse email : **coralie.tarrene@reseau.sncf.fr**

### Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **coralie.tarrene@reseau.sncf.fr**

## 3 - Localisation

### Adresse du projet

Code postal et commune : **68970 GUEMAR**

Numéro et voie ou lieu dit : **Chemin du Strengbach**

### Géolocalisation du projet

X : **1024775**

Y : **6795828**

Projection : **Lambert 93**

Votre projet est-il tout ou partie terrestre ? **Oui**

Comment souhaitez-vous renseigner les parcelles de votre projet terrestre ? **J'ai moins de 5 parcelles et je souhaite les sélectionner sur la carte**

Parcelles concernées par le projet :

- Parcelle 1 : **Guémar 68970 ( 000 , 22 , 0272 )**
- Parcelle 2 : **Guémar 68970 ( 000 , 24 , 0008 )**

Géolocalisation du projet : **Coordonnees\_geo.zip**

## 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE ILL Nappe Rhin**

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
3.1.5.0	3.1.5.0.2	Destruction de frayères	45	45	D	Enlèvement de matériaux sédimentaires au sein d'un ouvrage hydraulique sous voie ferrée et de ses abords (environ 45m²).
3.1.2.0	3.1.2.0.2	Modification du profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau	0.5 m	0.5 m	D	Enlèvement des sédiments bloqués au niveau du radier de l'ouvrage, h = 0.4 à 0.5 m

### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **Formulaire\_declaration\_VF.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **Annexe1\_Travaux\_lit\_mineur.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Formulaire\_Natura2000\_simplifie\_Loi-Eau\_Mai-2013.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **Annexe3\_Extrait\_plan\_cadastral.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **Topo.zip**

Fichier supplémentaire : **Annexe2\_Plan\_situation\_IGN.pdf**

Précisions :

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
SERVICE HABITAT ET BÂTIMENT DURABLES  
BUREAU RENOUVELLEMENT URBAIN ET LOGEMENT SOCIAL

**Arrêté n° 2025-13-BRULS du 8 juillet 2025**

**portant délégation de signature**

**le préfet du Haut-Rhin  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite  
délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)**

VU la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine modifiée,

VU le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine modifié,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU les règlements généraux de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine relatifs aux programmes de rénovation urbaine (programme national de renouvellement urbain, programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, nouveau programme national de renouvellement urbain) en vigueur et les notes d'instructions appelées en application de ces règlements,

VU les règlements financiers pour l'agence nationale pour la rénovation urbaine relatifs aux programmes de rénovation urbaine (programme national de renouvellement urbain, programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, nouveau programme national de renouvellement) en vigueur et les notes d'instruction appelées en application de ces règlements,

VU le décret du 12 juin 2025 portant nomination de M. Emmanuel Aubry, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 30 juin 2025,

VU l'arrêté du 3 novembre 2020 portant nomination de M. Arnaud Revel en qualité de directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,

VU la décision du directeur de l'agence nationale de rénovation urbaine du 22 mars 2021 nommant Arnaud Revel délégué territorial adjoint de l'ANRU,

VU l'arrêté du 15 juillet 2021 portant nomination de M. Jacques Bonigen en qualité de directeur départemental adjoint des territoires du Haut-Rhin,

VU la décision portant nomination de Mme Odile Baumann en qualité de cheffe du service habitat et bâtiment durables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019,

VU la décision portant nomination de M. Olivier Taraud en qualité d'adjoint à la cheffe du service habitat et bâtiment durables à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Délégation de signature est donnée à M. Arnaud Revel, directeur départemental des territoires, en sa qualité de délégué territorial adjoint, pour signer :

- les documents et courriers afférents à la gestion et à l'instruction des dossiers d'opérations éligibles aux aides de l'ANRU,
- les décisions attributives de subvention des programmes de rénovation urbaine du NPNRU,
- les décisions d'autorisation de prêts bonifiés Action Logement du NPNRU.

### **Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement du délégataire mentionné à l'article 1, délégation est donnée à :

- M. Jacques Bonigen, directeur départemental adjoint des territoires,
- Mme Odile Baumann, cheffe du service habitat et bâtiments durables,
- M. Olivier Taraud, adjoint à la cheffe du service habitat et bâtiments durables

aux fins de signer l'ensemble des actes mentionnés audit article.

### **Article 3 :**

Cette délégation sera applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin, délégué territorial adjoint de l'ANRU, sont en charge, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

Une copie de cet arrêté est transmise à la direction en charge des finances de l'ANRU.

Fait à Colmar, le 8 juillet 2025

Le Préfet,  
Délégué territorial de l'ANRU

signé

Emmanuel Aubry



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Reconnaissance d'antériorité du 08 juillet 2025  
au titre de l'article L. 214-3  
du code de l'environnement  
concernant un étang  
sur la commune Montreux-Jeune**

Le Préfet du Haut-Rhin,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2025 portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;

**VU** le dossier de déclaration d'antériorité déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 27 juin 2025, présenté par Monsieur Raymond BROCARD enregistré sous le n° AIOT 0100295330 et relatif à la reconnaissance de l'antériorité d'un étang sur la commune de Montreux-Jeune 68210 ;

**VU** l'acte notarié daté du 10 août 1976 actant la propriété au nom de Monsieur Raymond BROCARD époux de Madame Liliane BROCARD née CHABOUTE avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens réduite acquêts ;

**CONSIDERANT** que, conformément à l'article R. 214-53 du code de l'environnement, l'utilisation de l'ouvrage peut se poursuivre, à la condition que le propriétaire informe le préfet d'éléments à sa disposition pour la reconnaissance de l'antériorité de l'ouvrage ;

**CONSIDERANT** que les éléments du dossier permettent de reconnaître l'antériorité de l'ouvrage et le respect de la réglementation ;

Sur proposition du chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques,

**ARRÊTE**



## Article 1 : Déclarant

Monsieur Raymond BROCARD  
10 rue des Grandes Planches  
90350 EVETTE-SALBERT

## Article 2 : Objet de la déclaration

Il est donné acte au déclarant, la reconnaissance de l'antériorité d'un étang situé sur la parcelle cadastrée :

**section 3 n°43 à Montreux-Jeune**

## Article 3 : Caractéristiques principales de l'objet de la déclaration

- Présence d'un étang d'une superficie de 1193 m<sup>2</sup>.
- L'étang est alimenté par une source
- Présence de tuyau pour la vidange de l'étang vers le cours d'eau la Suarcine

Les ouvrages constitutifs à cet aménagement rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Libellé des rubriques	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
<b>3.2.3.0.</b>	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).  <i>Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0.</i> <i>Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.</i>	<u>Arrêté du 9 juin 2021 :</u> voir PJ

## Article 4 : Bénéficiaires de l'ouvrage

Les bénéficiaires de l'objet de cette déclaration sont :

- Monsieur Raymond BROCARD né le 26 novembre 1934 époux de Madame Liliane BROCARD née CHABOUTE avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens réduite acquêts

## Article 5 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint à la présente reconnaissance d'antériorité.

## Article 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets de la présente reconnaissance d'antériorité, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions de la présente reconnaissance d'antériorité.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activité, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

### **Article 7 : Cession ouvrage**

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

### **Article 8 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 9 : Autres réglementations**

La présente reconnaissance d'antériorité ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 10 : Voies et délais de recours**

La présente reconnaissance d'antériorité est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente reconnaissance d'antériorité peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

### **Article 11 : Publication et information des tiers**

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cette reconnaissance d'antériorité sera transmise à la mairie de Montreux-Jeune, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du HAUT-RHIN pendant une durée d'au moins 6 mois.

**Fait à Colmar, le 8 juillet 2025**

**L'adjoint au chef du service eau, environnement, et  
espaces naturels,**

*Signé*

**Christophe KAUFFMANN**

**Décision de délégation de signature du délégué de l'Agence dans le département  
à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs concernant la délivrance de l'agrément aux opérateurs chargés de la  
mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat**

**DÉCISION n° 2025-14-BCA du 8 juillet 2025**

M. Emmanuel AUBRY, délégué de l'Anah dans le département du Haut-Rhin, en vertu des dispositions de l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation,

Vu le code de l'énergie, notamment son article L. 232-3,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 321-1 et son article R. 321-7,

Vu la décision du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant délégation de pouvoirs de la directrice générale de l'Agence nationale de l'habitat aux délégués de l'Agence nationale de l'habitat en département pour délivrer l'agrément aux opérateurs chargés de la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat prévu à l'article L. 232-3 du code de l'énergie ;

DÉCIDE :

**Article 1<sup>er</sup> :**

Délégation est donnée à M. Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin, délégué adjoint de l'Anah dans le département, aux fins de signer tous les actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes et à la délivrance de l'agrément des opérateurs chargés de la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat prévue à l'article L. 232-3 du code de l'énergie.

Délégation est donnée à Mme Odile BAUMANN, cheffe du service habitat et bâtiments durables, aux fins de signer tous les actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes et à la délivrance de l'agrément des opérateurs chargés de la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat prévue à l'article L. 232-3 du code de l'énergie.

Délégation est donnée à M. Olivier TARAUD, adjoint à la cheffe du service habitat et bâtiments durables, aux fins de signer tous les actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes et à la délivrance de l'agrément des opérateurs chargés de la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat prévue à l'article L. 232-3 du code de l'énergie.

**Article 2 :**

La présente décision prend effet le jour de la signature.

**Article 3 :**

Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- à Mme la directrice générale de l'Anah ;
- aux intéressés.

**Article 4 :**

La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Colmar, le 8 juillet 2025

Le délégué de l'Agence,

signé

Emmanuel AUBRY

**Décision de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature  
du délégué de l'Agence à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs**

**DECISION n° 2025-15-BCA du 8 juillet 2025**

M. Emmanuel AUBRY, délégué de l'Anah dans le département du Haut-Rhin en vertu des dispositions de l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation,

DECIDE :

**Article 1<sup>er</sup> :**

M. Arnaud REVEL, occupant la fonction de directeur départemental des territoires du Haut-Rhin, est nommé délégué adjoint de l'Anah dans le département.

**Article 2 :**

Délégation permanente est donnée à M. Arnaud REVEL, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

**Pour l'ensemble du département :**

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO ;
- toute convention relative au programme habiter mieux ;
- le rapport annuel d'activité ;
- après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pour la gestion des aides à l'habitat privé prévues à l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les avenants aux conventions en cours.

**Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :**

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1 ;

- la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

### **Article 3 :**

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanente est donnée à M. Arnaud REVEL, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve des compétences relatives au conventionnement sans travaux dévolues au délégataire de compétence dans les conditions prévues dans la convention de gestion :

- 1) les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- 2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- 3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

### **Article 4 :**

Délégation est donnée à M. Jaques BONIGEN, directeur départemental adjoint des territoires et à Mme Odile BAUMANN, responsable du service habitat et bâtiment durables, aux fins de signer tous les documents cités aux articles 2 et 3.

### **Article 5 :**

Délégation est donnée à M. Olivier TARAUD, adjoint à la responsable du service habitat et bâtiment durables, aux fins de signer tous les documents cités aux articles 2 et 3, à l'exception de la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place, de la signature du rapport d'activité, des conventions pluriannuelles d'opérations programmées, des conventions de gestion ainsi que des avenants aux conventions en cours, des conventions relatives au programme habiter mieux et des actes et documents relatifs à l'habilitation des opérateurs d'AMO.

### **Article 6 :**

Délégation est donnée à Mme Marie-Madeleine JONAS, responsable du bureau copropriétés-Anah, aux fins de signer, dans la limite de 50 000 €, tous les documents cités aux articles 2 et 3, à l'exception de la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place, de la signature du rapport d'activité, des conventions pluriannuelles d'opérations programmées, des conventions de gestion ainsi que des avenants aux conventions en cours, des conventions relatives au programme habiter mieux et des actes et documents relatifs à l'habilitation des opérateurs d'AMO.

### **Article 7 :**

Délégation est donnée à Mmes Astrid KAELEBEL, Caroline LAVALLEE et M. Emmanuel MACIA, instructeurs, aux fins de signer :

- en matière de conventionnement, les seuls documents visés aux points 2 et 3 de l'article 3 de la présente décision ;
- les accusés de réception ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

### **Article 8 :**

La présente décision prend effet à compter de la date de sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

**Article 9 :**

Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur général adjoint en charge des fonctions support ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressé(e)s.

Fait à COLMAR, le 8 juillet 2025

Le préfet,  
délégué de l'Agence dans le Haut-Rhin

signé

Emmanuel AUBRY

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU HAUT-RHIN  
Cité administrative  
3 rue Fleischhauer  
68026 COLMAR CEDEX

**Arrêté portant délégation de signature  
en matière d'évaluations domaniales, d'assiette et de recouvrement de produits domaniaux**

Le directeur départemental des finances publiques du Haut-Rhin,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles D. 1212-25, D. 2312-8, D. 3221-4, D. 3221-16, D. 3222-1 et D. 4111-9 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 modifié relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret du 29 août 2022, paru au J.O.R.F. du 30 août 2022, portant nomination de M. Xavier MENETTE, administrateur général des finances publiques, en qualité de directeur départemental des finances publiques du Haut-Rhin ;

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Pierre GALAND, administrateur de l'Etat, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniales sans limitation de montant.

**Art. 2.** - Délégation de signature est donnée à Mme Anne-Fleur FIEGEL, inspectrice principale des finances publiques, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, sans limitation de montant.



**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée à M. Jérémie HALET, Mme Aurélie MARTIG, M. Fabien MULLER-EGENSCHWILLER, M. Sébastien PAFFENHOFF, M. Franz WEBER, Mme Laetitia DUCHENE MARSCHALL, inspecteurs des finances publiques, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, portant sur l'estimation,

- en valeur vénale des immeubles et fonds de commerce dans la limite de 350 000 €,
- en valeur locative annuelle des immeubles, dans la limite de 20 000 € par affaire,

Cette délégation ne s'étend ni aux avis domaniaux comportant un volet relatif à la conformité de l'opération aux orientations de la politique immobilière de l'État, ni aux avis domaniaux portant sur des projets d'acquisition, de cession ou de prises à bail de biens immobiliers poursuivis par l'État.

**Art. 4.** - Délégation de signature est donnée à M. Pierre GALAND, administrateur de l'Etat ou à Mme Anne-Fleur FIEGEL, inspectrice principale des finances publiques, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet de :

1. Fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'État ;
2. Suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable chargé des produits domaniaux (articles R. 2331-5, R. 2331-6 et 3° de l'article R. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques).
3. Suivre les instances relatives au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable chargé des produits domaniaux (articles R. 2331-5, R. 2331-6 et 3° de l'article R. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

**Art. 5.** - En ce qui concerne les attributions visées sous les numéros 1 et 2 de l'article 4 du présent arrêté, la délégation de signature conférée à M. Pierre GALAND, directeur adjoint ou à Mme Anne-Fleur FIEGEL, inspectrice principale des finances publiques, sera exercée, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, par Mme Sandra BRESSAC inspecteur des finances publiques, ou Mme Amélie GIL, inspectrice des finances publiques.

**Art. 6.** - Le présent arrêté abroge l'arrêté du 1er décembre 2024 portant délégation de signature en matière d'évaluations domaniales, d'assiette et de recouvrement de produits domaniaux.

**Art. 7.** - Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 04/07/2025

Le Directeur départemental des Finances publiques,

*Signé*

Xavier MENETTE

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

MULHOUSE, LE 4 JUIL. 2025

*DR Mulhouse*  
13 RUE DU TILLEUL CS 83029  
68061 MULHOUSE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *VEILLARD Roger*  
Téléphone : 09 70 27 78 00  
Télécopie : 03 89 66 38 10  
Mél : [dr-mulhouse@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-mulhouse@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2025/4 du directeur régional à MULHOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*VEILLARD Roger*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

**Annexe II à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
CHRISTIAENS Florence	250000	250000	250000	250000	250000
SCHAAL Julien	250000	250000	250000	250000	250000
CAMORALI Pierre-Marie	22500	22500	22500	22500	22500
LUTZING Cyril	7500	7500	7500	7500	7500
TOMASINO Paolo	250000	250000	250000	250000	250000
DELAMARCHE Yannick	22500	22500	22500	22500	22500
STOECKLIN Didier	22500	22500	22500	22500	22500
DIEBOLD Marc	7500	7500	7500	7500	7500
LELEU Benjamin	7500	7500	7500	7500	7500
LHOTELAIS Sebastien	7500	7500	7500	7500	7500
DIEUDONNE Cedric	7500	7500	7500	7500	7500
KORN Sebastien	7500	7500	7500	7500	7500
VALET Robert	7500	7500	7500	7500	7500
BERNARD Laurent	7500	7500	7500	7500	7500
GONIN Pascal	7500	7500	7500	7500	7500
SCHAEGIS Jean-Luc	7500	7500	7500	7500	7500
CORBAT Philippe	12500	12500	12500	12500	12500
FERREUX Yves	6000	6000	6000	6000	6000
GARCIA Gael	12500	12500	12500	12500	12500
PORCHER Yann	6000	6000	6000	6000	6000
RENOUF Fabien	6000	6000	6000	6000	6000
GAUDIN Sophie	22500	22500	22500	22500	22500
HIMPENS Christophe	6000	6000	6000	6000	6000
RIOTTE Isabelle	12500	12500	12500	12500	12500
VILAIN Frederic	12500	12500	12500	12500	12500
BONIGEN Catherine	12500	12500	12500	12500	12500
CHAUSSE Eric	12500	12500	12500	12500	12500
ACKER Philippe	7500	7500	7500	7500	7500
BLISCH Alexandre	7500	7500	7500	7500	7500
LAJEANNE Yvan	7500	7500	7500	7500	7500
CARREY Carole	7500	7500	7500	7500	7500
LUTZ Jerome	7500	7500	7500	7500	7500
MOUGENOT Sebastien	7500	7500	7500	7500	7500

<b>EHRET Dominique</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>SALLES Olivier</b>	7500	7500	7500	7500	7500

**Annexe III à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional VEILLARD Roger**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
BERNARD Stephane	10000	5000	1000	10000
CAMORALI Pierre-Marie	15000	7500	1500	15000
CONQUET Yves	10000	5000	1000	10000
LAIR Clement	10000	5000	1000	10000
MERAS Aline	10000	5000	1000	10000
QUEFFELEC Daniel	10000	5000	1000	10000
ROSQUAILLE Angelique	10000	5000	1000	10000
LUTZING Cyril	10000	5000	1000	10000
DELAMARCHE Yannick	15000	7500	1500	15000
STOECKLIN Didier	15000	7500	1500	15000
AGHARMIOU Mourad	5000	2500	750	5000
AIT SIDI AHMED Slimane	5000	2500	750	5000
AUDINETTE Thomas	5000	2500	750	5000
BASSO Raphael	10000	5000	1000	10000
BATTO Yann	5000	2500	750	5000
BLAMONT Christelle	5000	2500	750	5000
CHIPAUX Nicolas	5000	2500	750	5000
COGNARD Alexandre	5000	2500	750	5000
DAVID Margaux	5000	2500	750	5000
DIEBOLD Marc	15000	7500	1500	15000
EL MAHDI Med	5000	2500	750	5000
FERIN Alexandre	5000	2500	750	5000
FORESTIER Kelly	5000	2500	750	5000
FREY Camille	5000	2500	750	5000
GRAUBY Valentin	5000	2500	750	5000
GRIMME Nathan	5000	2500	750	5000
HABERKORN Morgane	5000	2500	750	5000
JUNG Benoit	5000	2500	750	5000
KLEIN Virginie	5000	2500	750	5000
LABURU Enzo	5000	2500	750	5000
LELEU Benjamin	10000	5000	1000	10000
LHOTELAIS Sebastien	15000	7500	1500	15000

<b>MARCHE Romane</b>	5000	2500	750	5000
<b>NOLL Vincent</b>	5000	2500	750	5000
<b>PARDES Maxime</b>	5000	2500	750	5000
<b>ROMAIN Emilie</b>	5000	2500	750	5000
<b>TUMA David</b>	5000	2500	750	5000
<b>VANHELLE Guillaume</b>	5000	2500	750	5000
<b>ABT Anthony</b>	5000	2500	750	5000
<b>BARTHEL Laurent</b>	5000	2500	750	5000
<b>BERNARD Florence</b>	5000	2500	750	5000
<b>BLART Jean-Michel</b>	5000	2500	750	5000
<b>BOURNEL BOSSON Herve</b>	5000	2500	750	5000
<b>BUECHER Steve</b>	5000	2500	750	5000
<b>CAPRICE Sandra</b>	5000	2500	750	5000
<b>DIEUDONNE Cedric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FOUSSE Audrey</b>	5000	2500	750	5000
<b>GREGORI Denis</b>	5000	2500	750	5000
<b>GUIMBAUD Patrick</b>	5000	2500	750	5000
<b>HALATIU Madalina</b>	5000	2500	750	5000
<b>HELOU Jirard</b>	5000	2500	750	5000
<b>KLEIN Laurent</b>	5000	2500	750	5000
<b>KORN Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEBORGNE Guy-Antoine</b>	5000	2500	750	5000
<b>LEDUC Jean-Pierre</b>	5000	2500	750	5000
<b>LONNI Julien</b>	5000	2500	750	5000
<b>MARCINOWSKI Patrick</b>	5000	2500	750	5000
<b>MOURAUX Thierry</b>	5000	2500	750	5000
<b>SCHMIDT Yves</b>	5000	2500	750	5000
<b>VALET Robert</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VAN DER PUIJL Marie-Aude</b>	5000	2500	750	5000
<b>BERNARD Laurent</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHERNINE Faouzi</b>	5000	2500	750	5000
<b>DAUNIS Philippe</b>	5000	2500	750	5000
<b>GEHIN Mikael</b>	5000	2500	750	5000
<b>GONIN Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRASSLER Thomas</b>	5000	2500	750	5000
<b>KORN Kathelyne</b>	5000	2500	750	5000
<b>LACASSAIGNE Benedicte</b>	5000	2500	750	5000
<b>LECLERC Ludovic</b>	5000	2500	750	5000
<b>LEFEVRE Florence</b>	5000	2500	750	5000
<b>NGUYEN QUOC Audrey</b>	5000	2500	750	5000
<b>NICOLARDOT Valerie</b>	5000	2500	750	5000
<b>NOYE Yann</b>	5000	2500	750	5000
<b>PALMIER Johan</b>	5000	2500	750	5000



<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SCHMEDER Anne-Laure</b>	5000	2500	750	5000
<b>WEICK Philippe</b>	5000	2500	750	5000
<b>WILLIGSECKER Chantal</b>	5000	2500	750	5000
<b>CORBAT Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERREUX Yves</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GARCIA Gael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PORCHER Yann</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RENOUF Fabien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GAUDIN Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AZMAN Cemal</b>	5000	2500	750	5000
<b>BLASY Francine</b>	5000	2500	750	5000
<b>BOUGUADOUMA Younsse</b>	5000	2500	750	5000
<b>CALVETE Jose</b>	5000	2500	750	5000
<b>DELAVAUX Christophe</b>	5000	2500	750	5000
<b>DEPARIS Yannick</b>	5000	2500	750	5000
<b>DURAND Ambroise-Marie</b>	5000	2500	750	5000
<b>HIMPENS Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HOHWALD Celine</b>	5000	2500	750	5000
<b>LONGEVILLE Isabelle</b>	5000	2500	750	5000
<b>NEFF Corinne</b>	5000	2500	750	5000
<b>RIOTTE Isabelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHNELL Fabrice</b>	5000	2500	750	5000
<b>SCHNELL Sabrina</b>	5000	2500	750	5000
<b>THILLOY Guillaume</b>	5000	2500	750	5000
<b>VILAIN Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONIGEN Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHAUSSE Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ACKER Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BLISCH Alexandre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOLA Jessica</b>	5000	2500	750	5000
<b>BRITSCHU Franck</b>	5000	2500	750	5000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	5000	2500	750	5000
<b>BUSCH Francois</b>	5000	2500	750	5000
<b>CAMBERLEIN Allan</b>	5000	2500	750	5000
<b>DEBOUCHE Yannick</b>	5000	2500	750	5000
<b>GARNIER Celine</b>	5000	2500	750	5000
<b>GUEPRATTE Eric</b>	5000	2500	750	5000
<b>HACQUARD Stephane</b>	5000	2500	750	5000
<b>IRAN Laetitia</b>	5000	2500	750	5000
<b>KOEHL Alexandre</b>	5000	2500	750	5000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAVIEVILLE Alain</b>	5000	2500	750	5000

<b>LEHMANN Flora</b>	5000	2500	750	5000
<b>PERRET Julia</b>	5000	2500	750	5000
<b>RIOU Julien</b>	5000	2500	750	5000
<b>ROTURIER Yann</b>	5000	2500	750	5000
<b>SABOT Rachel</b>	5000	2500	750	5000
<b>SALLIOU Emeric</b>	5000	2500	750	5000
<b>SENOT Eric</b>	5000	2500	750	5000
<b>STANCA Antonella</b>	5000	2500	750	5000
<b>STUCKER Lionel</b>	5000	2500	750	5000
<b>THEVENIN Francois</b>	5000	2500	750	5000
<b>VALLAT Elie</b>	5000	2500	750	5000
<b>VAUDOU Mylene</b>	5000	2500	750	5000
<b>WEICK Claire</b>	5000	2500	750	5000
<b>BALDINI Paul</b>	5000	2500	750	5000
<b>CARREY Carole</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CROIZAT Melanie</b>	5000	2500	750	5000
<b>CUKOVIC Tihomir</b>	5000	2500	750	5000
<b>GOEPFERT Clement</b>	5000	2500	750	5000
<b>GUERLAIN Jacques</b>	5000	2500	750	5000
<b>HERTRICH Jean-Christophe</b>	5000	2500	750	5000
<b>HOAREAU Cedric</b>	5000	2500	750	5000
<b>KAYSER Fabrice</b>	5000	2500	750	5000
<b>LETTERMANN Arnaud</b>	5000	2500	750	5000
<b>LHUILIER-MONIN Victor</b>	5000	2500	750	5000
<b>LUTZ Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SEIGNOBOSC Jordan</b>	5000	2500	750	5000
<b>BUTTERLIN Audrey</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EHRET Dominique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FUETTERER Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JUTEAU Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>KREBS Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MENETRE Florian</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SAHAGUM Bernard</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SALLES Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZANUSSI Jonathan</b>	10000	5000	1000	10000

**Annexe IV à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
LUTZING Cyril	1500	7500	15000
DELAMARCHE Yannick	1500	7500	15000
STOECKLIN Didier	1500	7500	15000
AGHARMIOU Mourad	750	2500	5000
AIT SIDI AHMED Slimane	750	2500	5000
AUDINETTE Thomas	750	2500	5000
BASSO Raphael	750	2500	5000
BATTO Yann	750	2500	5000
BLAMONT Christelle	750	2500	5000
CHIPAUX Nicolas	750	2500	5000
COGNARD Alexandre	750	2500	5000
DAVID Margaux	750	2500	5000
DIEBOLD Marc	1500	7500	15000
EL MAHDI Med	750	2500	5000
FERIN Alexandre	750	2500	5000
FORESTIER Kelly	750	2500	5000
FREY Camille	750	2500	5000
GRAUBY Valentin	750	2500	5000
GRIMME Nathan	750	2500	5000
HABERKORN Morgane	750	2500	5000
JUNG Benoit	750	2500	5000
KLEIN Virginie	750	2500	5000
LABURU Enzo	750	2500	5000
LELEU Benjamin	1000	5000	10000
LHOTELAIS Sebastien	1500	7500	15000
MARCHE Romane	750	2500	5000
NOLL Vincent	750	2500	5000
PARDES Maxime	750	2500	5000
ROMAIN Emilie	750	2500	5000
TUMA David	750	2500	5000
VANHELLE Guillaume	750	2500	5000
ABT Anthony	750	2500	5000
BARTHEL Laurent	750	2500	5000
BERNARD Florence	750	2500	5000

<b>BLART Jean-Michel</b>	750	2500	5000
<b>BOURNEL BOSSON Herve</b>	750	2500	5000
<b>BUECHER Steve</b>	750	2500	5000
<b>CAPRICE Sandra</b>	750	2500	5000
<b>DIEUDONNE Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>FOUSSE Audrey</b>	750	2500	5000
<b>GREGORI Denis</b>	750	2500	5000
<b>GUIMBAUD Patrick</b>	750	2500	5000
<b>HALATIU Madalina</b>	750	2500	5000
<b>HELOU Jirard</b>	750	2500	5000
<b>KLEIN Laurent</b>	750	2500	5000
<b>KORN Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>LEBORGNE Guy-Antoine</b>	750	2500	5000
<b>LEDUC Jean-Pierre</b>	750	2500	5000
<b>LONNI Julien</b>	750	2500	5000
<b>MARCINOWSKI Patrick</b>	750	2500	5000
<b>MOURAUX Thierry</b>	750	2500	10000
<b>SCHMIDT Yves</b>	750	2500	5000
<b>VALET Robert</b>	1000	5000	10000
<b>VAN DER PUIJL Marie-Aude</b>	750	2500	5000
<b>BERNARD Laurent</b>	1000	5000	10000
<b>CHERNINE Faouzi</b>	750	2500	5000
<b>DAUNIS Philippe</b>	750	2500	5000
<b>GEHIN Mikael</b>	750	2500	5000
<b>GONIN Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>GRASSLER Thomas</b>	750	2500	5000
<b>KORN Kathelyne</b>	750	2500	5000
<b>LACASSAIGNE Benedicte</b>	750	2500	5000
<b>LECLERC Ludovic</b>	750	2500	5000
<b>LEFEVRE Florence</b>	750	2500	5000
<b>NGUYEN QUOC Audrey</b>	750	2500	5000
<b>NICOLARDOT Valerie</b>	750	2500	5000
<b>NOYE Yann</b>	750	2500	5000
<b>PALMIER Johan</b>	750	2500	5000
<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>SCHMEDER Anne-Laure</b>	750	2500	5000
<b>WEICK Philippe</b>	750	2500	5000
<b>WILLIGSECKER Chantal</b>	750	2500	5000
<b>GAUDIN Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>ACKER Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>BLISCH Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>BOLA Jessica</b>	750	2500	5000
<b>BRITSCHU Franck</b>	750	2500	5000

<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	750	2500	5000
<b>BUSCH Francois</b>	750	2500	5000
<b>CAMBERLEIN Allan</b>	750	2500	5000
<b>DEBOUCHE Yannick</b>	750	2500	5000
<b>GARNIER Celine</b>	750	2500	5000
<b>GUEPRATTE Eric</b>	750	2500	5000
<b>HACQUARD Stephane</b>	750	2500	5000
<b>IRAN Laetitia</b>	750	2500	5000
<b>KOEHL Alexandre</b>	750	2500	5000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	1000	5000	10000
<b>LAVIEVILLE Alain</b>	750	2500	5000
<b>LEHMANN Flora</b>	750	2500	5000
<b>PERRET Julia</b>	750	2500	5000
<b>RIOU Julien</b>	750	2500	5000
<b>ROTURIER Yann</b>	750	2500	5000
<b>SABOT Rachel</b>	750	2500	5000
<b>SAIARI Anais</b>	750	2500	5000
<b>SALLIOU Emeric</b>	750	2500	5000
<b>SENOT Eric</b>	750	2500	5000
<b>STANCA Antonella</b>	750	2500	5000
<b>STUCKER Lionel</b>	750	2500	5000
<b>THEVENIN Francois</b>	750	2500	5000
<b>VALLAT Elie</b>	750	2500	5000
<b>VAUDOU Mylene</b>	750	2500	5000
<b>WEICK Claire</b>	750	2500	5000
<b>BA Cherif</b>	750	2500	5000
<b>BALDINI Paul</b>	750	2500	5000
<b>CARREY Carole</b>	1500	7500	15000
<b>CROIZAT Melanie</b>	750	2500	5000
<b>CUKOVIC Tihomir</b>	750	2500	5000
<b>GOEPFERT Clement</b>	750	2500	5000
<b>GUERLAIN Jacques</b>	750	2500	5000
<b>HERTRICH Jean-Christophe</b>	750	2500	5000
<b>HOAREAU Cedric</b>	750	2500	5000
<b>KAYSER Fabrice</b>	750	2500	5000
<b>LETTERMANN Arnaud</b>	750	2500	5000
<b>LHUILIER-MONIN Victor</b>	750	2500	5000
<b>LUTZ Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>SEIGNOBOSC Jordan</b>	750	2500	5000
<b>BUTTERLIN Audrey</b>	750	2500	5000
<b>EHRET Dominique</b>	1000	5000	10000
<b>FUETTERER Virginie</b>	750	2500	5000

<b>JUTEAU Julien</b>	750	2500	5000
<b>KREBS Fabien</b>	750	2500	5000
<b>MENETRE Florian</b>	750	2500	5000
<b>SAHAGUM Bernard</b>	750	2500	5000
<b>SALLES Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>ZANUSSI Jonathan</b>	750	2500	5000

**Annexe V à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
CHRISTIAENS Florence	illimité	100000	300000
SCHAAL Julien	illimité	100000	300000
CAMORALI Pierre-Marie	illimité	50000	150000
LUTZING Cyril	illimité	10000	50000
TOMASINO Paolo	illimité	100000	300000
DELAMARCHE Yannick	illimité	50000	150000
STOECKLIN Didier	illimité	50000	150000
AGHARMIOU Mourad	illimité	5000	40000
AIT SIDI AHMED Slimane	illimité	2500	5000
AUDINETTE Thomas	illimité	2500	5000
BASSO Raphael	illimité	5000	40000
BATTO Yann	illimité	2500	5000
BLAMONT Christelle	illimité	2500	5000
CHIPAUX Nicolas	illimité	5000	40000
COGNARD Alexandre	illimité	5000	40000
DAVID Margaux	illimité	2500	5000
DIEBOLD Marc	illimité	10000	50000
EL MAHDI Med	illimité	2500	5000
FERIN Alexandre	illimité	2500	5000
FORESTIER Kelly	illimité	2500	5000
FREY Camille	illimité	2500	5000
GRAUBY Valentin	illimité	5000	40000
GRIMME Nathan	illimité	5000	40000
HABERKORN Morgane	illimité	5000	40000
JUNG Benoit	illimité	5000	40000
KLEIN Virginie	illimité	2500	5000
LABURU Enzo	illimité	2500	5000
LELEU Benjamin	illimité	10000	50000
LHOTELAIS Sebastien	illimité	10000	50000
MARCHE Romane	illimité	2500	5000
NOLL Vincent	illimité	2500	5000
PARDES Maxime	illimité	2500	5000
ROMAIN Emilie	illimité	5000	40000
TUMA David	illimité	5000	40000

<b>VANHILLE Guillaume</b>	illimité	2500	5000
<b>ABT Anthony</b>	illimité	2500	5000
<b>BARTHEL Laurent</b>	illimité	5000	40000
<b>BERNARD Florence</b>	illimité	5000	40000
<b>BLART Jean-Michel</b>	illimité	5000	40000
<b>BOURNEL BOSSON Herve</b>	illimité	5000	40000
<b>BUECHER Steve</b>	illimité	2500	5000
<b>CAPRICE Sandra</b>	illimité	5000	40000
<b>DIEUDONNE Cedric</b>	illimité	10000	50000
<b>FOUSSE Audrey</b>	illimité	2500	5000
<b>GREGORI Denis</b>	illimité	5000	40000
<b>GUIMBAUD Patrick</b>	illimité	5000	40000
<b>HALATIU Madalina</b>	illimité	2500	5000
<b>HELOU Jirard</b>	illimité	2500	5000
<b>KLEIN Laurent</b>	illimité	2500	5000
<b>KORN Sebastien</b>	illimité	10000	50000
<b>LEBORGNE Guy-Antoine</b>	illimité	2500	5000
<b>LEDUC Jean-Pierre</b>	illimité	2500	5000
<b>LONNI Julien</b>	illimité	2500	5000
<b>MARCINOWSKI Patrick</b>	illimité	5000	40000
<b>MOURAUX Thierry</b>	illimité	5000	40000
<b>SCHMIDT Yves</b>	illimité	2500	5000
<b>VALET Robert</b>	illimité	10000	50000
<b>VAN DER PUIJL Marie-Aude</b>	illimité	2500	5000
<b>BERNARD Laurent</b>	illimité	10000	50000
<b>CHERNINE Faouzi</b>	illimité	5000	40000
<b>DAUNIS Philippe</b>	illimité	5000	40000
<b>GEHIN Mikael</b>	illimité	2500	5000
<b>GONIN Pascal</b>	illimité	10000	50000
<b>GRASSLER Thomas</b>	illimité	2500	5000
<b>KORN Kathelyne</b>	illimité	2500	5000
<b>LACASSAIGNE Benedicte</b>	illimité	5000	40000
<b>LECLERC Ludovic</b>	illimité	2500	5000
<b>LEFEVRE Florence</b>	illimité	2500	5000
<b>NGUYEN QUOC Audrey</b>	illimité	5000	40000
<b>NICOLARDOT Valerie</b>	illimité	2500	5000
<b>NOYE Yann</b>	illimité	2500	5000
<b>PALMIER Johan</b>	illimité	2500	5000
<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	illimité	10000	50000
<b>SCHMEDER Anne-Laure</b>	illimité	5000	40000
<b>WEICK Philippe</b>	illimité	5000	40000
<b>WILLIGSECKER Chantal</b>	illimité	5000	40000
<b>CORBAT Philippe</b>	illimité	30000	100000



<b>FERREUX Yves</b>	illimité	10000	50000
<b>GARCIA Gael</b>	illimité	30000	100000
<b>PORCHER Yann</b>	illimité	10000	50000
<b>RENOUF Fabien</b>	illimité	10000	50000
<b>GAUDIN Sophie</b>	illimité	50000	150000
<b>BONIGEN Catherine</b>	illimité	30000	100000
<b>CHAUSSE Eric</b>	illimité	30000	100000
<b>FERRIER Amelie</b>	illimité	10000	50000
<b>ACKER Philippe</b>	illimité	10000	50000
<b>BLISCH Alexandre</b>	illimité	10000	50000
<b>BOLA Jessica</b>	illimité	5000	40000
<b>BRITSCHU Franck</b>	illimité	2500	5000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	illimité	5000	40000
<b>BUSCH Francois</b>	illimité	5000	40000
<b>CAMBERLEIN Allan</b>	illimité	2500	5000
<b>DEBOUCHE Yannick</b>	illimité	5000	40000
<b>GARNIER Celine</b>	illimité	2500	5000
<b>GUEPRATTE Eric</b>	illimité	2500	5000
<b>HACQUARD Stephane</b>	illimité	5000	40000
<b>IRAN Laetitia</b>	illimité	5000	40000
<b>KOEHL Alexandre</b>	illimité	2500	5000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	illimité	10000	50000
<b>LAVIEVILLE Alain</b>	illimité	2500	5000
<b>LEHMANN Flora</b>	illimité	5000	40000
<b>PERRET Julia</b>	illimité	2500	5000
<b>RIOU Julien</b>	illimité	2500	5000
<b>ROTURIER Yann</b>	illimité	5000	40000
<b>SABOT Rachel</b>	illimité	2500	5000
<b>SAIARI Anais</b>	illimité	2500	5000
<b>SALLIOU Emeric</b>	illimité	5000	40000
<b>SENOT Eric</b>	illimité	2500	5000
<b>STANCA Antonella</b>	illimité	2500	5000
<b>STUCKER Lionel</b>	illimité	2500	5000
<b>THEVENIN Francois</b>	illimité	5000	40000
<b>VALLAT Elie</b>	illimité	5000	40000
<b>VAUDOU Mylene</b>	illimité	5000	40000
<b>WEICK Claire</b>	illimité	5000	40000
<b>BA Cherif</b>	illimité	2500	5000
<b>BALDINI Paul</b>	illimité	5000	40000
<b>CARREY Carole</b>	illimité	10000	50000
<b>CROIZAT Melanie</b>	illimité	2500	5000
<b>CUKOVIC Tihomir</b>	illimité	2500	5000
<b>GOEPFERT Clement</b>	illimité	2500	5000

<b>GUERLAIN Jacques</b>	illimité	5000	40000
<b>HERTRICH Jean-Christophe</b>	illimité	2500	5000
<b>HOAREAU Cedric</b>	illimité	2500	5000
<b>KAYSER Fabrice</b>	illimité	5000	40000
<b>LETTERMANN Arnaud</b>	illimité	5000	40000
<b>LHULLIER-MONIN Victor</b>	illimité	2500	5000
<b>LUTZ Jerome</b>	illimité	10000	50000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	illimité	10000	50000
<b>SEIGNOBOSC Jordan</b>	illimité	2500	5000
<b>BUTTERLIN Audrey</b>	illimité	5000	40000
<b>EHRET Dominique</b>	illimité	10000	50000
<b>FUETTERER Virginie</b>	illimité	2500	5000
<b>JUTEAU Julien</b>	illimité	2500	5000
<b>KREBS Fabien</b>	illimité	5000	40000
<b>MENETRE Florian</b>	illimité	2500	5000
<b>SAHAGUM Bernard</b>	illimité	2500	5000
<b>SALLES Olivier</b>	illimité	10000	50000
<b>ZANUSSI Jonathan</b>	illimité	2500	5000

**Annexe VI à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>CHRISTIAENS Florence</b>	illimité	100000	300000
<b>SCHAAL Julien</b>	illimité	100000	300000
<b>CAMORALI Pierre-Marie</b>	illimité	50000	150000
<b>LUTZING Cyril</b>	illimité	10000	50000
<b>TOMASINO Paolo</b>	illimité	100000	300000
<b>DELAMARCHE Yannick</b>	illimité	50000	150000
<b>STOECKLIN Didier</b>	illimité	50000	150000
<b>DIEBOLD Marc</b>	illimité	10000	50000
<b>LELEU Benjamin</b>	illimité	10000	50000
<b>LHOTELAIS Sebastien</b>	illimité	10000	50000
<b>BARTHEL Laurent</b>	illimité	0	0
<b>BERNARD Florence</b>	illimité	0	0
<b>BLART Jean-Michel</b>	illimité	0	0
<b>BOURNEL BOSSON Herve</b>	illimité	0	0
<b>BUECHER Steve</b>	illimité	0	0
<b>CAPRICE Sandra</b>	illimité	0	0
<b>DIEUDONNE Cedric</b>	illimité	10000	50000
<b>FIGAY Romain</b>	0	0	0
<b>FOUSSE Audrey</b>	illimité	0	0
<b>GUIMBAUD Patrick</b>	illimité	0	0
<b>HALATIU Madalina</b>	0	0	0
<b>HELOU Jirard</b>	illimité	0	0
<b>KLEIN Laurent</b>	illimité	0	0
<b>KORN Sebastien</b>	illimité	10000	50000
<b>LEBORGNE Guy-Antoine</b>	illimité	0	0
<b>LEDUC Jean-Pierre</b>	illimité	0	0
<b>LONNI Julien</b>	illimité	0	0
<b>MARCINOWSKI Patrick</b>	illimité	0	0
<b>MOURAUX Thierry</b>	illimité	0	0
<b>SCHMIDT Yves</b>	illimité	0	0
<b>VALET Robert</b>	illimité	10000	50000
<b>VAN DER PUIJL Marie-Aude</b>	illimité	0	0
<b>BERNARD Laurent</b>	illimité	10000	50000
<b>GONIN Pascal</b>	illimité	10000	50000

<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	illimité	10000	50000
<b>CORBAT Philippe</b>	illimité	30000	100000
<b>FERREUX Yves</b>	illimité	10000	50000
<b>GARCIA Gael</b>	illimité	30000	100000
<b>PORCHER Yann</b>	illimité	10000	50000
<b>RENOUF Fabien</b>	illimité	10000	50000
<b>GAUDIN Sophie</b>	illimité	50000	150000
<b>BONIGEN Catherine</b>	illimité	30000	100000
<b>CHAUSSE Eric</b>	illimité	30000	100000
<b>FERRIER Amelie</b>	illimité	10000	50000
<b>ACKER Philippe</b>	illimité	10000	50000
<b>BLISCH Alexandre</b>	illimité	10000	50000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	illimité	10000	50000
<b>CARREY Carole</b>	illimité	10000	50000
<b>LUTZ Jerome</b>	illimité	10000	50000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	illimité	10000	50000
<b>EHRET Dominique</b>	illimité	10000	50000
<b>SALLES Olivier</b>	illimité	10000	50000

**Annexe VII à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
CHRISTIAENS Florence	illimité	600000
SCHAAL Julien	illimité	600000
CAMORALI Pierre-Marie	illimité	300000
LUTZING Cyril	illimité	150000
TOMASINO Paolo	illimité	600000
DELAMARCHE Yannick	illimité	300000
STOECKLIN Didier	illimité	300000
AGHARMIOU Mourad	illimité	75000
AIT SIDI AHMED Slimane	illimité	20000
AUDINETTE Thomas	illimité	20000
BASSO Raphael	illimité	75000
BATTO Yann	illimité	20000
BLAMONT Christelle	illimité	20000
CHIPAUX Nicolas	illimité	75000
COGNARD Alexandre	illimité	75000
DAVID Margaux	illimité	20000
DIEBOLD Marc	illimité	150000
EL MAHDI Med	illimité	20000
FERIN Alexandre	illimité	20000
FORESTIER Kelly	illimité	20000
FREY Camille	illimité	20000
GRAUBY Valentin	illimité	75000
GRIMME Nathan	illimité	75000
HABERKORN Morgane	illimité	75000
JUNG Benoit	illimité	75000
KLEIN Virginie	illimité	20000
LABURU Enzo	illimité	20000
LELEU Benjamin	illimité	150000
LHOTELAIS Sebastien	illimité	150000
MARCHE Romane	illimité	20000
NOLL Vincent	illimité	20000
PARDES Maxime	illimité	20000
ROMAIN Emilie	illimité	75000
TUMA David	illimité	75000
VANHELLE Guillaume	illimité	20000
ABT Anthony	illimité	20000

<b>BARTHEL Laurent</b>	illimité	75000
<b>BERNARD Florence</b>	illimité	75000
<b>BLART Jean-Michel</b>	illimité	75000
<b>BOURNEL BOSSON Herve</b>	illimité	75000
<b>BUECHER Steve</b>	illimité	20000
<b>CAPRICE Sandra</b>	illimité	75000
<b>DIEUDONNE Cedric</b>	illimité	150000
<b>FOUSSE Audrey</b>	illimité	20000
<b>GREGORI Denis</b>	illimité	75000
<b>GUIMBAUD Patrick</b>	illimité	75000
<b>HALATIU Madalina</b>	illimité	20000
<b>HELOU Jirard</b>	illimité	20000
<b>KLEIN Laurent</b>	illimité	20000
<b>KORN Sebastien</b>	illimité	150000
<b>LEBORGNE Guy-Antoine</b>	illimité	20000
<b>LEDUC Jean-Pierre</b>	illimité	20000
<b>LONNI Julien</b>	illimité	20000
<b>MARCINOWSKI Patrick</b>	illimité	75000
<b>MOURAUX Thierry</b>	illimité	75000
<b>SCHMIDT Yves</b>	illimité	20000
<b>VALET Robert</b>	illimité	150000
<b>VAN DER PUIJL Marie-Aude</b>	illimité	20000
<b>BERNARD Laurent</b>	illimité	150000
<b>CHERNINE Faouzi</b>	illimité	75000
<b>DAUNIS Philippe</b>	illimité	75000
<b>GEHIN Mikael</b>	illimité	20000
<b>GONIN Pascal</b>	illimité	150000
<b>GRASSLER Thomas</b>	illimité	20000
<b>KORN Kathelyne</b>	illimité	20000
<b>LACASSAIGNE Benedicte</b>	illimité	75000
<b>LECLERC Ludovic</b>	illimité	20000
<b>LEFEVRE Florence</b>	illimité	20000
<b>NGUYEN QUOC Audrey</b>	illimité	75000
<b>NICOLARDOT Valerie</b>	illimité	20000
<b>NOYE Yann</b>	illimité	20000
<b>PALMIER Johan</b>	illimité	20000
<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	illimité	150000
<b>SCHMEDER Anne-Laure</b>	illimité	75000
<b>WEICK Philippe</b>	illimité	75000
<b>WILLIGSECKER Chantal</b>	illimité	75000
<b>CORBAT Philippe</b>	illimité	200000
<b>FERREUX Yves</b>	illimité	150000
<b>GARCIA Gael</b>	illimité	200000

<b>PORCHER Yann</b>	illimité	150000
<b>RENOUF Fabien</b>	illimité	150000
<b>GAUDIN Sophie</b>	illimité	300000
<b>BONIGEN Catherine</b>	illimité	200000
<b>CHAUSSE Eric</b>	illimité	200000
<b>FERRIER Amelie</b>	illimité	150000
<b>ACKER Philippe</b>	illimité	150000
<b>BLISCH Alexandre</b>	illimité	150000
<b>BOLA Jessica</b>	illimité	75000
<b>BRITSCHU Franck</b>	illimité	20000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	illimité	75000
<b>BUSCH Francois</b>	illimité	75000
<b>CAMBERLEIN Allan</b>	illimité	20000
<b>DEBOUCHE Yannick</b>	illimité	75000
<b>GARNIER Celine</b>	illimité	20000
<b>GUEPRATTE Eric</b>	illimité	20000
<b>HACQUARD Stephane</b>	illimité	75000
<b>IRAN Laetitia</b>	illimité	75000
<b>KOEHL Alexandre</b>	illimité	20000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	illimité	150000
<b>LAVIEVILLE Alain</b>	illimité	20000
<b>LEHMANN Flora</b>	illimité	75000
<b>PERRET Julia</b>	illimité	20000
<b>RIOU Julien</b>	illimité	20000
<b>ROTURIER Yann</b>	illimité	75000
<b>SABOT Rachel</b>	illimité	20000
<b>SAIARI Anaïs</b>	illimité	20000
<b>SALLIOU Emeric</b>	illimité	75000
<b>SENOT Eric</b>	illimité	20000
<b>STANCA Antonella</b>	illimité	20000
<b>STUCKER Lionel</b>	illimité	20000
<b>THEVENIN Francois</b>	illimité	75000
<b>VALLAT Elie</b>	illimité	75000
<b>VAUDOU Mylene</b>	illimité	75000
<b>WEICK Claire</b>	illimité	75000
<b>BA Cherif</b>	illimité	20000
<b>BALDINI Paul</b>	illimité	75000
<b>CARREY Carole</b>	illimité	150000
<b>CROIZAT Melanie</b>	illimité	20000
<b>CUKOVIC Tihomir</b>	illimité	20000
<b>GOEPFERT Clement</b>	illimité	20000
<b>GUERLAIN Jacques</b>	illimité	75000
<b>HERTRICH Jean-Christophe</b>	illimité	20000

<b>HOAREAU Cedric</b>	illimité	20000
<b>KAYSER Fabrice</b>	illimité	75000
<b>LETTERMANN Arnaud</b>	illimité	75000
<b>LHUILIER-MONIN Victor</b>	illimité	20000
<b>LUTZ Jerome</b>	illimité	150000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	illimité	150000
<b>SEIGNOBOSC Jordan</b>	illimité	20000
<b>BUTTERLIN Audrey</b>	illimité	75000
<b>EHRET Dominique</b>	illimité	150000
<b>FUETTERER Virginie</b>	illimité	20000
<b>JUTEAU Julien</b>	illimité	20000
<b>KREBS Fabien</b>	illimité	75000
<b>MENETRE Florian</b>	illimité	20000
<b>SAHAGUM Bernard</b>	illimité	20000
<b>SALLES Olivier</b>	illimité	150000
<b>ZANUSSI Jonathan</b>	illimité	20000



**Annexe VIII à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>CHRISTIAENS Florence</b>	illimité	600000
<b>SCHAAL Julien</b>	illimité	600000
<b>CAMORALI Pierre-Marie</b>	illimité	300000
<b>TOMASINO Paolo</b>	illimité	600000
<b>DELAMARCHE Yannick</b>	illimité	300000
<b>STOECKLIN Didier</b>	illimité	300000
<b>BASSO Raphael</b>	illimité	150000
<b>LELEU Benjamin</b>	illimité	150000
<b>LHOTELAIS Sebastien</b>	illimité	150000
<b>DIEUDONNE Cedric</b>	illimité	150000
<b>KORN Sebastien</b>	illimité	150000
<b>VALET Robert</b>	illimité	150000
<b>BERNARD Laurent</b>	illimité	150000
<b>GONIN Pascal</b>	illimité	150000
<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	illimité	150000
<b>CORBAT Philippe</b>	illimité	200000
<b>FERREUX Yves</b>	illimité	150000
<b>GARCIA Gael</b>	illimité	200000
<b>PORCHER Yann</b>	illimité	150000
<b>RENOUF Fabien</b>	illimité	150000
<b>GAUDIN Sophie</b>	illimité	300000
<b>BONIGEN Catherine</b>	illimité	200000
<b>CHAUSSE Eric</b>	illimité	200000
<b>FERRIER Amelie</b>	illimité	150000
<b>ACKER Philippe</b>	illimité	150000
<b>BLISCH Alexandre</b>	illimité	150000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	illimité	150000
<b>CARREY Carole</b>	illimité	150000
<b>LUTZ Jerome</b>	illimité	150000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	illimité	150000
<b>EHRET Dominique</b>	illimité	150000
<b>SALLES Olivier</b>	illimité	150000

**Annexe IX à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
CHRISTIAENS Florence	illimité	300000
SCHAAL Julien	illimité	300000
CAMORALI Pierre-Marie	illimité	150000
LUTZING Cyril	illimité	50000
TOMASINO Paolo	illimité	300000
DELAMARCHE Yannick	illimité	150000
STOECKLIN Didier	illimité	150000
AGHARMIOU Mourad	illimité	30000
BASSO Raphael	illimité	30000
CHIPAUX Nicolas	illimité	30000
COGNARD Alexandre	illimité	30000
DIEBOLD Marc	illimité	50000
GRAUBY Valentin	illimité	30000
GRIMME Nathan	illimité	30000
HABERKORN Morgane	illimité	30000
JUNG Benoit	illimité	30000
LELEU Benjamin	illimité	50000
LHOTELAIS Sebastien	illimité	50000
ROMAIN Emilie	illimité	30000
TUMA David	illimité	30000
BARTHEL Laurent	illimité	30000
BERNARD Florence	illimité	30000
BLART Jean-Michel	illimité	30000
BOURNEL BOSSON Herve	illimité	30000
CAPRICE Sandra	illimité	30000
DIEUDONNE Cedric	illimité	50000
GREGORI Denis	illimité	30000
GUIMBAUD Patrick	illimité	30000
KORN Sebastien	illimité	50000
MARCINOWSKI Patrick	illimité	30000
MOURAUX Thierry	illimité	30000
VALET Robert	illimité	50000
BERNARD Laurent	illimité	50000
CHERNINE Faouzi	illimité	30000
DAUNIS Philippe	illimité	30000

<b>GONIN Pascal</b>	illimité	50000
<b>LACASSAIGNE Benedicte</b>	illimité	30000
<b>NGUYEN QUOC Audrey</b>	illimité	30000
<b>SCHAEGIS Jean-Luc</b>	illimité	50000
<b>SCHMEDER Anne-Laure</b>	illimité	30000
<b>WEICK Philippe</b>	illimité	30000
<b>WILLIGSECKER Chantal</b>	illimité	30000
<b>CORBAT Philippe</b>	illimité	50000
<b>FERREUX Yves</b>	illimité	50000
<b>GARCIA Gael</b>	illimité	50000
<b>PORCHER Yann</b>	illimité	50000
<b>RENOUF Fabien</b>	illimité	50000
<b>GAUDIN Sophie</b>	illimité	150000
<b>BONIGEN Catherine</b>	illimité	50000
<b>CHAUSSE Eric</b>	illimité	50000
<b>ACKER Philippe</b>	illimité	50000
<b>BLISCH Alexandre</b>	illimité	50000
<b>BOLA Jessica</b>	illimité	30000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	illimité	30000
<b>BUSCH Francois</b>	illimité	30000
<b>DEBOUCHE Yannick</b>	illimité	30000
<b>HACQUARD Stephane</b>	illimité	30000
<b>IRAN Laetitia</b>	illimité	30000
<b>LAJEANNE Yvan</b>	illimité	50000
<b>LEHMANN Flora</b>	illimité	30000
<b>ROTURIER Yann</b>	illimité	30000
<b>SALLIOU Emeric</b>	illimité	30000
<b>VALLAT Elie</b>	illimité	30000
<b>VAUDOU Mylene</b>	illimité	30000
<b>WEICK Claire</b>	illimité	30000
<b>BALDINI Paul</b>	illimité	30000
<b>CARREY Carole</b>	illimité	50000
<b>GUERLAIN Jacques</b>	illimité	30000
<b>KAYSER Fabrice</b>	illimité	30000
<b>LETTERMANN Arnaud</b>	illimité	30000
<b>LUTZ Jerome</b>	illimité	50000
<b>MOUGENOT Sebastien</b>	illimité	50000
<b>BUTTERLIN Audrey</b>	illimité	30000
<b>EHRET Dominique</b>	illimité	50000
<b>KREBS Fabien</b>	illimité	30000
<b>SALLES Olivier</b>	illimité	50000

**Annexe X à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional *VEILLARD Roger***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
CHRISTIAENS Florence	illimité	300000
SCHAAL Julien	illimité	300000
CAMORALI Pierre-Marie	illimité	150000
LUTZING Cyril	illimité	50000
TOMASINO Paolo	illimité	300000
DELAMARCHE Yannick	illimité	150000
STOECKLIN Didier	illimité	150000
BASSO Raphael	illimité	50000
DIEBOLD Marc	illimité	50000
LELEU Benjamin	illimité	50000
LHOTELAIS Sebastien	illimité	50000
DIEUDONNE Cedric	illimité	50000
KORN Sebastien	illimité	50000
VALET Robert	illimité	50000
BERNARD Laurent	illimité	50000
GONIN Pascal	illimité	50000
SCHAEGIS Jean-Luc	illimité	50000
CORBAT Philippe	illimité	50000
FERREUX Yves	illimité	50000
GARCIA Gael	illimité	50000
PORCHER Yann	illimité	50000
RENOUF Fabien	illimité	50000
GAUDIN Sophie	illimité	150000
BONIGEN Catherine	illimité	50000
CHAUSSE Eric	illimité	50000
FERRIER Amelie	illimité	50000
ACKER Philippe	illimité	50000
BLISCH Alexandre	illimité	50000
LAJEANNE Yvan	illimité	50000
CARREY Carole	illimité	50000
LUTZ Jerome	illimité	50000
MOUGENOT Sebastien	illimité	50000
EHRET Dominique	illimité	50000
SALLES Olivier	illimité	50000

MULHOUSE, LE 4 JUIL. 2025

*DR Mulhouse*  
13 RUE DU TILLEUL CS 83029  
68061 MULHOUSE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *VEILLARD Roger*  
Téléphone : 09 70 27 78 00  
Télécopie : 03 89 66 38 10  
Mél : [dr-mulhouse@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-mulhouse@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2025/4 du directeur régional à MULHOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 1751 A du code général des impôts et article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
---	----------	--------------	-------	-------------	-----------

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 1751 A du code général des impôts et article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Décharge</b>	<b>Modération</b>	<b>Rejet</b>	<b>Remise</b>	<b>Transaction</b>
<b>Matricule 39993</b>	250000	250000	250000	250000	250000
<b>Matricule 40229</b>	12500	12500	12500	12500	12500
<b>Matricule 40725</b>	12500	12500	12500	12500	12500
<b>Matricule 41747</b>	12500	12500	12500	12500	12500
<b>Matricule 41758</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 42198</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 42715</b>	250000	250000	250000	250000	250000
<b>Matricule 43096</b>	22500	22500	22500	22500	22500
<b>Matricule 43252</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 45058</b>	22500	22500	22500	22500	22500
<b>Matricule 45561</b>	12500	12500	12500	12500	12500
<b>Matricule 45637</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 46041</b>	12500	12500	12500	12500	12500
<b>Matricule 46824</b>	6000	6000	6000	6000	6000
<b>Matricule 50934</b>	22500	22500	22500	22500	22500
<b>Matricule 51634</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 52257</b>	12500	12500	12500	12500	12500
<b>Matricule 52652</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 52987</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 53066</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 53506</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 53563</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 53636</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 54197</b>	22500	22500	22500	22500	22500
<b>Matricule 54361</b>	6000	6000	6000	6000	6000
<b>Matricule 54582</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 56383</b>	6000	6000	6000	6000	6000
<b>Matricule 56513</b>	6000	6000	6000	6000	6000
<b>Matricule 56820</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 57147</b>	250000	250000	250000	250000	250000



<b>Matricule 57439</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 57934</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 58253</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 59652</b>	7500	7500	7500	7500	7500
<b>Matricule 65523</b>	7500	7500	7500	7500	7500

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 1751 A du code général des impôts et article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 38952	5000	2500	750	5000
Matricule 39058	5000	2500	750	5000
Matricule 40229	15000	7500	1500	15000
Matricule 40679	5000	2500	750	5000
Matricule 40725	15000	7500	1500	15000
Matricule 41127	10000	5000	1000	10000
Matricule 41747	15000	7500	1500	15000
Matricule 41758	10000	5000	1000	10000
Matricule 41887	5000	2500	750	5000
Matricule 42188	10000	5000	1000	10000
Matricule 42198	10000	5000	1000	10000
Matricule 43096	15000	7500	1500	15000
Matricule 43108	5000	2500	750	5000
Matricule 43175	10000	5000	1000	10000
Matricule 43252	15000	7500	1500	15000
Matricule 43881	5000	2500	750	5000
Matricule 44244	5000	2500	750	5000
Matricule 45058	15000	7500	1500	15000
Matricule 45561	15000	7500	1500	15000
Matricule 45637	15000	7500	1500	15000
Matricule 45684	5000	2500	750	5000
Matricule 46041	15000	7500	1500	15000
Matricule 46824	10000	5000	1000	10000
Matricule 50204	5000	2500	750	5000
Matricule 50934	15000	7500	1500	15000
Matricule 51582	5000	2500	750	5000
Matricule 51634	10000	5000	1000	10000
Matricule 51650	5000	2500	750	5000

<b>Matricule 52082</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52102</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52194</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52214</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52257</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 52472</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52490</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52652</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 52704</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 52836</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 52987</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 53034</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 53066</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 53392</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 53469</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 53506</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 53563</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 53636</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 54030</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 54174</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 54197</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 54361</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 54484</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 54582</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 54672</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 54854</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 55162</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 55378</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 55396</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 55588</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 55678</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 55862</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 55876</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 56068</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 56280</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 56383</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 56494</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 56513</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 56630</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 56690</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 56754</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 56820</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 56846</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 57068</b>	5000	2500	750	5000

<b>Matricule 57298</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 57304</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 57439</b>	15000	7500	1500	15000
<b>Matricule 57481</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 57755</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 57902</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 57934</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 58084</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 58094</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 58096</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 58253</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 58283</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 58312</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 58990</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59022</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59026</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59074</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59086</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59090</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59310</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59357</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59569</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59652</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 59672</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 59862</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 60262</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 60340</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 60692</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 60890</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61099</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 61226</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61412</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61470</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61620</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61636</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61663</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 61988</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62138</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62512</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62550</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62702</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62704</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62726</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62802</b>	5000	2500	750	5000

<b>Matricule 62868</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 62952</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 63236</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 63390</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 63412</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 63682</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 63770</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 63876</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 64688</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 65144</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 65270</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 65523</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 65606</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 65784</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66004</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66110</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 66132</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66438</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66463</b>	10000	5000	1000	10000
<b>Matricule 66478</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66632</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66760</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 66948</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67142</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67166</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67278</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67336</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67410</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67478</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67572</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67582</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67600</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67662</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67696</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67780</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67830</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67858</b>	5000	2500	750	5000
<b>Matricule 67918</b>	5000	2500	750	5000

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 38952	750	2500	5000
Matricule 39058	750	2500	10000
Matricule 41758	1000	5000	10000
Matricule 42188	750	2500	5000
Matricule 42198	1000	5000	10000
Matricule 43108	750	2500	5000
Matricule 43252	1500	7500	15000
Matricule 45058	1500	7500	15000
Matricule 45637	1000	5000	10000
Matricule 45684	750	2500	5000
Matricule 50204	750	2500	5000
Matricule 50934	1500	7500	15000
Matricule 51582	750	2500	5000
Matricule 51634	1000	5000	10000
Matricule 51650	750	2500	5000
Matricule 52082	750	2500	5000
Matricule 52102	750	2500	5000
Matricule 52194	750	2500	5000
Matricule 52214	750	2500	5000
Matricule 52472	750	2500	5000
Matricule 52490	750	2500	5000
Matricule 52652	1000	5000	10000
Matricule 52704	750	2500	5000
Matricule 52836	750	2500	5000
Matricule 52987	1500	7500	15000
Matricule 53034	750	2500	5000
Matricule 53066	1000	5000	10000
Matricule 53392	750	2500	5000
Matricule 53469	750	2500	5000
Matricule 53506	1000	5000	10000
Matricule 53563	1500	7500	15000

<b>Matricule 53636</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54030</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 54174</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 54197</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54484</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 54582</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54854</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 55162</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 55588</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 55678</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 55876</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 56068</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 56280</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 56494</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 56690</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 56754</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 56820</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56846</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 57068</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 57298</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 57304</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 57439</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57902</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 57934</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58084</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 58094</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 58096</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 58253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58312</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 58990</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59022</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59026</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59074</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59086</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59090</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59310</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59569</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59652</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59672</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 59862</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 60262</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 60340</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 60692</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 60890</b>	750	2500	5000

<b>Matricule 61226</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 61470</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 61620</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 61636</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 61663</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62138</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62512</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62550</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62702</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62704</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62726</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62802</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62868</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 62952</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63236</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63390</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63412</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63682</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63736</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63770</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 63876</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 64688</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 65144</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 65270</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 65523</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65606</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 65784</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66004</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66110</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66132</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66438</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66478</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66632</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66760</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 66948</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67142</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67166</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67278</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67310</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67336</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67410</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67478</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67572</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67582</b>	750	2500	5000



<b>Matricule 67600</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67662</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67696</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67780</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67830</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67858</b>	750	2500	5000
<b>Matricule 67918</b>	750	2500	5000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 38952	illimité	5000	40000
Matricule 39058	illimité	5000	40000
Matricule 39993	illimité	100000	300000
Matricule 40725	illimité	30000	100000
Matricule 41747	illimité	30000	100000
Matricule 41758	illimité	10000	50000
Matricule 42188	illimité	2500	5000
Matricule 42198	illimité	10000	50000
Matricule 42715	illimité	100000	300000
Matricule 43096	illimité	50000	150000
Matricule 43108	illimité	5000	40000
Matricule 43252	illimité	10000	50000
Matricule 45058	illimité	50000	150000
Matricule 45637	illimité	10000	50000
Matricule 45684	illimité	5000	40000
Matricule 46041	illimité	30000	100000
Matricule 46824	illimité	10000	50000
Matricule 50204	illimité	2500	5000
Matricule 50934	illimité	50000	150000
Matricule 51582	illimité	5000	40000
Matricule 51634	illimité	10000	50000
Matricule 51650	illimité	5000	40000
Matricule 52082	illimité	2500	5000
Matricule 52102	illimité	5000	40000
Matricule 52194	illimité	2500	5000
Matricule 52214	illimité	5000	40000
Matricule 52257	illimité	30000	100000
Matricule 52472	illimité	5000	40000
Matricule 52490	illimité	5000	40000
Matricule 52652	illimité	10000	50000
Matricule 52704	illimité	5000	40000

<b>Matricule 52836</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 52987</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 53034</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 53066</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 53392</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 53469</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 53506</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 53563</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 53636</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 54030</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 54174</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 54197</b>	illimité	50000	150000
<b>Matricule 54361</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 54484</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 54582</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 54854</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 55162</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 55588</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 55678</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 55876</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 56068</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 56280</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 56383</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 56494</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 56690</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 56754</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 56820</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 56846</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 57068</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 57147</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 57298</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 57304</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 57439</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 57902</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 57934</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 58084</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 58094</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 58096</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 58253</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 58312</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 58990</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 59022</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 59026</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 59074</b>	illimité	2500	5000

<b>Matricule 59086</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 59090</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 59310</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 59569</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 59652</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 59672</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 59767</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 59862</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 60262</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 60340</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 60692</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 60890</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 61226</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 61470</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 61620</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 61636</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 61663</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 62138</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 62512</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 62550</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 62702</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 62704</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 62726</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 62802</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 62868</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 62952</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 63236</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 63390</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 63412</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 63682</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 63736</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 63770</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 63876</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 64688</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 65144</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 65270</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 65523</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 65606</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 65784</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 66004</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 66110</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 66132</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 66438</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 66478</b>	illimité	2500	5000

<b>Matricule 66632</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 66760</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 66948</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67142</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67166</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67278</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 67310</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67336</b>	illimité	5000	40000
<b>Matricule 67410</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67478</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67572</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67582</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67600</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67662</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67696</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67780</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67830</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67858</b>	illimité	2500	5000
<b>Matricule 67918</b>	illimité	5000	40000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 38952	illimité	0	0
Matricule 39058	illimité	0	0
Matricule 39993	illimité	100000	300000
Matricule 40725	illimité	30000	100000
Matricule 41747	illimité	30000	100000
Matricule 41758	illimité	10000	50000
Matricule 42198	illimité	10000	50000
Matricule 42715	illimité	100000	300000
Matricule 43096	illimité	50000	150000
Matricule 43252	illimité	10000	50000
Matricule 45058	illimité	50000	150000
Matricule 45637	illimité	10000	50000
Matricule 46041	illimité	30000	100000
Matricule 46824	illimité	10000	50000
Matricule 50204	illimité	0	0
Matricule 50934	illimité	50000	150000
Matricule 51634	illimité	10000	50000
Matricule 51650	illimité	0	0
Matricule 52102	illimité	0	0
Matricule 52214	illimité	0	0
Matricule 52257	illimité	30000	100000
Matricule 52472	illimité	0	0
Matricule 52652	illimité	10000	50000
Matricule 52987	illimité	10000	50000
Matricule 53066	illimité	10000	50000
Matricule 53392	illimité	0	0
Matricule 53469	illimité	0	0
Matricule 53506	illimité	10000	50000
Matricule 53563	illimité	10000	50000
Matricule 53636	illimité	10000	50000
Matricule 54030	illimité	0	0

<b>Matricule 54197</b>	illimité	50000	150000
<b>Matricule 54361</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 54484</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 54582</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 55678</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 56383</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 56820</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 57068</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 57147</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 57439</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 57934</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 58084</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 58253</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 59652</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 59767</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 62702</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 62726</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 63412</b>	illimité	0	0
<b>Matricule 65523</b>	illimité	10000	50000
<b>Matricule 67696</b>	0	0	0
<b>Matricule 68230</b>	0	0	0

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 38952</b>	illimité	75000
<b>Matricule 39058</b>	illimité	75000
<b>Matricule 39993</b>	illimité	600000
<b>Matricule 40725</b>	illimité	200000
<b>Matricule 41747</b>	illimité	200000
<b>Matricule 41758</b>	illimité	150000
<b>Matricule 42188</b>	illimité	20000
<b>Matricule 42198</b>	illimité	150000
<b>Matricule 42715</b>	illimité	600000
<b>Matricule 43096</b>	illimité	300000
<b>Matricule 43108</b>	illimité	75000
<b>Matricule 43252</b>	illimité	150000
<b>Matricule 45058</b>	illimité	300000
<b>Matricule 45637</b>	illimité	150000
<b>Matricule 45684</b>	illimité	75000
<b>Matricule 46041</b>	illimité	200000
<b>Matricule 46824</b>	illimité	150000
<b>Matricule 50204</b>	illimité	20000
<b>Matricule 50934</b>	illimité	300000
<b>Matricule 51582</b>	illimité	75000
<b>Matricule 51634</b>	illimité	150000
<b>Matricule 51650</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52082</b>	illimité	20000
<b>Matricule 52102</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52194</b>	illimité	20000
<b>Matricule 52214</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52257</b>	illimité	200000
<b>Matricule 52472</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52490</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52652</b>	illimité	150000
<b>Matricule 52704</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52836</b>	illimité	75000
<b>Matricule 52987</b>	illimité	150000



<b>Matricule 53034</b>	illimité	75000
<b>Matricule 53066</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53392</b>	illimité	20000
<b>Matricule 53469</b>	illimité	75000
<b>Matricule 53506</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53563</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53636</b>	illimité	150000
<b>Matricule 54030</b>	illimité	20000
<b>Matricule 54174</b>	illimité	20000
<b>Matricule 54197</b>	illimité	300000
<b>Matricule 54361</b>	illimité	150000
<b>Matricule 54484</b>	illimité	20000
<b>Matricule 54582</b>	illimité	150000
<b>Matricule 54854</b>	illimité	75000
<b>Matricule 55162</b>	illimité	75000
<b>Matricule 55588</b>	illimité	20000
<b>Matricule 55678</b>	illimité	20000
<b>Matricule 55876</b>	illimité	20000
<b>Matricule 56068</b>	illimité	75000
<b>Matricule 56280</b>	illimité	75000
<b>Matricule 56383</b>	illimité	150000
<b>Matricule 56494</b>	illimité	75000
<b>Matricule 56690</b>	illimité	20000
<b>Matricule 56754</b>	illimité	20000
<b>Matricule 56820</b>	illimité	150000
<b>Matricule 56846</b>	illimité	20000
<b>Matricule 57068</b>	illimité	75000
<b>Matricule 57147</b>	illimité	600000
<b>Matricule 57298</b>	illimité	20000
<b>Matricule 57304</b>	illimité	75000
<b>Matricule 57439</b>	illimité	150000
<b>Matricule 57902</b>	illimité	20000
<b>Matricule 57934</b>	illimité	150000
<b>Matricule 58084</b>	illimité	20000
<b>Matricule 58094</b>	illimité	20000
<b>Matricule 58096</b>	illimité	20000
<b>Matricule 58253</b>	illimité	150000
<b>Matricule 58312</b>	illimité	75000
<b>Matricule 58990</b>	illimité	20000
<b>Matricule 59022</b>	illimité	75000
<b>Matricule 59026</b>	illimité	75000
<b>Matricule 59074</b>	illimité	20000
<b>Matricule 59086</b>	illimité	20000
<b>Matricule 59090</b>	illimité	75000

<b>Matricule 59310</b>	illimité	75000
<b>Matricule 59569</b>	illimité	20000
<b>Matricule 59652</b>	illimité	150000
<b>Matricule 59672</b>	illimité	75000
<b>Matricule 59767</b>	illimité	150000
<b>Matricule 59862</b>	illimité	75000
<b>Matricule 60262</b>	illimité	75000
<b>Matricule 60340</b>	illimité	75000
<b>Matricule 60692</b>	illimité	75000
<b>Matricule 60890</b>	illimité	75000
<b>Matricule 61226</b>	illimité	20000
<b>Matricule 61470</b>	illimité	75000
<b>Matricule 61620</b>	illimité	20000
<b>Matricule 61636</b>	illimité	75000
<b>Matricule 61663</b>	illimité	75000
<b>Matricule 62138</b>	illimité	75000
<b>Matricule 62512</b>	illimité	20000
<b>Matricule 62550</b>	illimité	75000
<b>Matricule 62702</b>	illimité	20000
<b>Matricule 62704</b>	illimité	20000
<b>Matricule 62726</b>	illimité	20000
<b>Matricule 62802</b>	illimité	20000
<b>Matricule 62868</b>	illimité	20000
<b>Matricule 62952</b>	illimité	20000
<b>Matricule 63236</b>	illimité	75000
<b>Matricule 63390</b>	illimité	20000
<b>Matricule 63412</b>	illimité	20000
<b>Matricule 63682</b>	illimité	20000
<b>Matricule 63736</b>	illimité	20000
<b>Matricule 63770</b>	illimité	75000
<b>Matricule 63876</b>	illimité	20000
<b>Matricule 64688</b>	illimité	20000
<b>Matricule 65144</b>	illimité	20000
<b>Matricule 65270</b>	illimité	75000
<b>Matricule 65523</b>	illimité	150000
<b>Matricule 65606</b>	illimité	20000
<b>Matricule 65784</b>	illimité	75000
<b>Matricule 66004</b>	illimité	20000
<b>Matricule 66110</b>	illimité	20000
<b>Matricule 66132</b>	illimité	20000
<b>Matricule 66438</b>	illimité	20000
<b>Matricule 66478</b>	illimité	20000
<b>Matricule 66632</b>	illimité	20000
<b>Matricule 66760</b>	illimité	75000

<b>Matricule 66948</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67142</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67166</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67278</b>	illimité	75000
<b>Matricule 67310</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67336</b>	illimité	75000
<b>Matricule 67410</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67478</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67572</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67582</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67600</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67662</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67696</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67780</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67830</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67858</b>	illimité	20000
<b>Matricule 67918</b>	illimité	75000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 39993</b>	illimité	600000
<b>Matricule 40725</b>	illimité	200000
<b>Matricule 41747</b>	illimité	200000
<b>Matricule 41758</b>	illimité	150000
<b>Matricule 42198</b>	illimité	150000
<b>Matricule 42715</b>	illimité	600000
<b>Matricule 43096</b>	illimité	300000
<b>Matricule 43252</b>	illimité	150000
<b>Matricule 45058</b>	illimité	300000
<b>Matricule 45637</b>	illimité	150000
<b>Matricule 46041</b>	illimité	200000
<b>Matricule 46824</b>	illimité	150000
<b>Matricule 50934</b>	illimité	300000
<b>Matricule 51634</b>	illimité	150000
<b>Matricule 52257</b>	illimité	200000
<b>Matricule 52652</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53066</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53506</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53563</b>	illimité	150000
<b>Matricule 53636</b>	illimité	150000
<b>Matricule 54197</b>	illimité	300000
<b>Matricule 54361</b>	illimité	150000
<b>Matricule 54582</b>	illimité	150000
<b>Matricule 56068</b>	illimité	150000
<b>Matricule 56383</b>	illimité	150000
<b>Matricule 56820</b>	illimité	150000
<b>Matricule 57147</b>	illimité	600000
<b>Matricule 57439</b>	illimité	150000
<b>Matricule 57934</b>	illimité	150000
<b>Matricule 58253</b>	illimité	150000
<b>Matricule 59652</b>	illimité	150000
<b>Matricule 59767</b>	illimité	150000



Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
**VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 38952	illimité	30000
Matricule 39058	illimité	30000
Matricule 39993	illimité	300000
Matricule 40725	illimité	50000
Matricule 41747	illimité	50000
Matricule 41758	illimité	50000
Matricule 42198	illimité	50000
Matricule 42715	illimité	300000
Matricule 43096	illimité	150000
Matricule 43108	illimité	30000
Matricule 43252	illimité	50000
Matricule 45058	illimité	150000
Matricule 45637	illimité	50000
Matricule 45684	illimité	30000
Matricule 46041	illimité	50000
Matricule 46824	illimité	50000
Matricule 50934	illimité	150000
Matricule 51582	illimité	30000
Matricule 51634	illimité	50000
Matricule 51650	illimité	30000
Matricule 52102	illimité	30000
Matricule 52214	illimité	30000
Matricule 52257	illimité	50000
Matricule 52472	illimité	30000
Matricule 52490	illimité	30000
Matricule 52652	illimité	50000
Matricule 52704	illimité	30000
Matricule 52836	illimité	30000
Matricule 52987	illimité	50000
Matricule 53034	illimité	30000
Matricule 53066	illimité	50000
Matricule 53469	illimité	30000

<b>Matricule 53506</b>	illimité	50000
<b>Matricule 53563</b>	illimité	50000
<b>Matricule 53636</b>	illimité	50000
<b>Matricule 54197</b>	illimité	150000
<b>Matricule 54361</b>	illimité	50000
<b>Matricule 54582</b>	illimité	50000
<b>Matricule 54854</b>	illimité	30000
<b>Matricule 55162</b>	illimité	30000
<b>Matricule 56068</b>	illimité	30000
<b>Matricule 56280</b>	illimité	30000
<b>Matricule 56383</b>	illimité	50000
<b>Matricule 56494</b>	illimité	30000
<b>Matricule 56820</b>	illimité	50000
<b>Matricule 57068</b>	illimité	30000
<b>Matricule 57147</b>	illimité	300000
<b>Matricule 57304</b>	illimité	30000
<b>Matricule 57439</b>	illimité	50000
<b>Matricule 57934</b>	illimité	50000
<b>Matricule 58253</b>	illimité	50000
<b>Matricule 58312</b>	illimité	30000
<b>Matricule 59022</b>	illimité	30000
<b>Matricule 59026</b>	illimité	30000
<b>Matricule 59090</b>	illimité	30000
<b>Matricule 59310</b>	illimité	30000
<b>Matricule 59652</b>	illimité	50000
<b>Matricule 59672</b>	illimité	30000
<b>Matricule 59862</b>	illimité	30000
<b>Matricule 60262</b>	illimité	30000
<b>Matricule 60340</b>	illimité	30000
<b>Matricule 60692</b>	illimité	30000
<b>Matricule 60890</b>	illimité	30000
<b>Matricule 61470</b>	illimité	30000
<b>Matricule 61636</b>	illimité	30000
<b>Matricule 61663</b>	illimité	30000
<b>Matricule 62138</b>	illimité	30000
<b>Matricule 62550</b>	illimité	30000
<b>Matricule 63236</b>	illimité	30000
<b>Matricule 63770</b>	illimité	30000
<b>Matricule 65270</b>	illimité	30000
<b>Matricule 65523</b>	illimité	50000
<b>Matricule 65784</b>	illimité	30000
<b>Matricule 67278</b>	illimité	30000
<b>Matricule 67336</b>	illimité	30000
<b>Matricule 67918</b>	illimité	30000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2025/4 du 4 juil. 2025 du directeur régional  
VEILLARD Roger**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 39993	illimité	300000
Matricule 40725	illimité	50000
Matricule 41747	illimité	50000
Matricule 41758	illimité	50000
Matricule 42198	illimité	50000
Matricule 42715	illimité	300000
Matricule 43096	illimité	150000
Matricule 43252	illimité	50000
Matricule 45058	illimité	150000
Matricule 45637	illimité	50000
Matricule 46041	illimité	50000
Matricule 46824	illimité	50000
Matricule 50934	illimité	150000
Matricule 51634	illimité	50000
Matricule 52257	illimité	50000
Matricule 52652	illimité	50000
Matricule 52987	illimité	50000
Matricule 53066	illimité	50000
Matricule 53506	illimité	50000
Matricule 53563	illimité	50000
Matricule 53636	illimité	50000
Matricule 54197	illimité	150000
Matricule 54361	illimité	50000
Matricule 54582	illimité	50000
Matricule 56068	illimité	50000
Matricule 56383	illimité	50000
Matricule 56820	illimité	50000
Matricule 57147	illimité	300000
Matricule 57439	illimité	50000
Matricule 57934	illimité	50000
Matricule 58253	illimité	50000
Matricule 59652	illimité	50000



Matricule 59767	illimité	50000
Matricule 65523	illimité	50000